

Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe

**Antisémitisme
et racisme antimusulmans
en Europe :
combattons ensemble
ces deux fléaux
– sans céder aux identitaires
de gauche et de droite
qui veulent nous diviser !**

Environ 1,1 millions de Juifs vivent dans l'Union européenne et 19 millions de musulmans. Il est évidemment très difficile de comparer la situation d'une minorité ethnique/culturelle/religieuse vivant en Europe depuis des siècles avec la situation de minorités nationales et/ou religieuses dont l'importance a massivement augmenté après la Seconde Guerre mondiale, et dans certains cas seulement au cours des quarante dernières années. Néanmoins, de nombreux militants d'extrême gauche ou libertaires (inspirés par les travaux d'universitaires de gauche) comparent l'antisémitisme des années 30 à la situation des musulmans en Europe aujourd'hui. Cette comparaison est erronée¹, pour de nombreuses raisons, mais

¹ On en trouvera un exemple dans un article écrit en 2012 par Alain Gresh dans *Le monde diplomatique* à propos de *Charlie Hebdo* : «(...) imaginons, en 1931 en Allemagne, en pleine montée de l'antisémitisme, un hebdomadaire de gauche faisant un numéro spécial sur le judaïsme (la religion) et expliquant à longueur de colonnes, sans aucune connotation antisémite, que le judaïsme était rétrograde, que la Bible était un texte d'apologie de la violence, du génocide, de la lapidation, que les juifs religieux portaient de drôles de tenues, des signes religieux visibles, etc. Evidemment, on n'aurait pas pu dissocier cette publication du contexte politique allemand et de la montée du nazisme. (...) Bien sûr, tout cela ne prouve pas que l'on est à la veille de la prise de pouvoir du fascisme, et, en dehors de quelques illuminés (comme Breivik), personne ne réclame un génocide des musulmans.» («Charlie Hebdo, la liberté d'expression et l'islamophobie», jeudi 20 septembre 2012). Comparer la situation actuelle de 1,8 milliard de musulmans, soutenus par plus de soixante Etats, leurs économies et leurs armées à celle de 12 million de Juifs dans les années 30, dépourvus de tout Etat ou de la moindre armée ; comparer une petite population, abandonnée par toutes les nations, y compris la prétendue «Patrie du socialisme» dit «soviétique», avec un tiers de l'humanité aujourd'hui est absurde – et surtout dégueulasse. Rétrospectivement, cet article nous offre un cruel témoignage sur l'aveuglement volontaire de la gauche actuelle : en 2012, Gresh se moquait du «courage» de Charb et mentionnait, de façon ironique, les «risques» pris par *Charlie Hedbo* en participant à une campagne «islamophobe». Eh bien, aujourd'hui, nous avons la réponse à la question : Qui a pris

une telle affirmation ne signifie pas pour autant que, d'un côté, les relations longues et complexes entre le monde islamique et les puissances européennes, et, de l'autre, la paranoïa antimusulmane qui domine les médias occidentaux n'aient pas provoqué et nourri les discriminations racistes et l'exclusion sociale contre les travailleurs musulmans, «étrangers» ou pas, vivant sur le Vieux Continent.

Limites des définitions européennes de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans

Ce texte reprend, pour l'essentiel, les définitions de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) en procédant à quelques ajouts. Il est évident qu'elles n'ont pas été mises au point par des «révolutionnaires» et n'ont pas une grande portée théorique. Elles ont aussi trois inconvénients majeurs :

- elles sont centrées sur les discriminations ;
- cette problématique, d'orientation plutôt juridique et légaliste, néglige, voire efface totalement, la question des inégalités sociales et de la division de la société en classes ;
- et ces définitions refusent de prendre en compte les discriminations sociales quand elles ne sont pas fondées sur des particularités ethniques, raciales, religieuses, de genre, etc.

De plus, si l'on veut vraiment approfondir, d'un point de vue historique et anthropologique, les questions de l'antisémitisme et des contacts culturels, religieux, économiques et militaires entre l'Occident chrétien et l'Islam qui débouchent aujourd'hui sur le racisme antimusulmans en Europe, les différences entre antisémitisme et racisme antimusulmans deviennent alors si profondes, qu'on ne peut plus alors se livrer à la moindre comparaison, ou alors d'un type purement démagogique : la trop fameuse «concurrence des mémoires», que certains ont surnommé méchamment en anglais «les Jeux olympiques de la Compassion». Cette posture amène à comparer entre eux les différents génocides (arménien, juif, tzigane, cambodgien, tutsi, etc.), la traite transatlantique des esclaves africains et les victimes du colonialisme pour établir entre ces différents phénomènes une dangereuse hiérarchie comptable. Ou alors à sous-entendre que l'Europe préparerait un «musulmanicide» analogue au judéocide hitlérien....

Autre position possible : celle de refuser d'assimiler l'antisémitisme et l'«islamophobie» au racisme, de ne reconnaître que certains points de contact temporaires et mortifères entre eux, et présenter ces deux idéologies comme indispensables à la construction de l'«Occident chrétien» et aujourd'hui de l'«Europe chrétienne».

C'est la position que défend avec brio Fernando Bravo Lopez², et qui lui permet de développer des raisonnements subtils et utiles pour comprendre – partiellement – ces phénomènes aujourd'hui. Cette hypothèse l'oblige malheureusement à dissimuler complètement (car il ne peut l'ignorer) un point capital : **la façon dont l'Islam lui-même (au sens de civilisation et d'aire d'influence religieuse, culturelle et politique) s'est construit contre le judaïsme (bien avant l'existence du sionisme et la création de l'Etat d'Israël) et contre le christianisme.**

Si l'on tient compte de cet élément, alors sa thèse s'écroule, car, dans ce cas, ce n'est plus seulement l'«Occident chrétien» ou l'«Europe chrétienne» qui ont eu, et ont encore, besoin d'un ennemi religieux pour se construire et se définir (ou plus précisément de deux ennemis permanents : les juifs et les musulmans), mais aussi les pays dits arabo-musulmans, voire musulmans tout court, qui ont besoin d'ennemis essentialisés pour construire leurs Etats, unir leurs peuples, et trouver des boucs émissaires susceptibles de justifier leurs difficultés économiques ou leur retard par rapport à l'Occident : les juifs et les chrétiens.

C'est bien ce à quoi a correspondu le statut des dhimmis juifs rackettés et humiliés pendant des siècles. C'est bien aujourd'hui l'opération à laquelle se livrent les groupes les plus radicaux de l'islam politique en mêlant nationalisme aux frontières plus ou moins définies, anti-impérialisme tiers-mondiste, antisémitisme³ et bricolage idéologique puisant dans une partie de la tradition islamique antichrétienne et antijuive. C'est bien al-Quaïda et les groupes islamo-terroristes qui font référence sans cesse aux « juifs » et aux « croisés ».

de vrais «risques» et qui a fait preuve de «courage» ? Gresh est vivant et Charb a été assassiné pour ses idées, quoi que l'on pense du contenu de l'hebdomadaire «bête et méchant».

² *En casa ajena. Bases intelectuales del antisemitismo y la islamofobia*, Bellatierra, 2012.

³ Il est caractéristique que Fernando Bravo Lopez minimise la collaboration entre l'Allemagne nazie et les nationalistes musulmans et n'y consacre que quelques lignes, car cela l'aurait obligé à s'interroger sur le rôle de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme en Islam. Il est étonnant qu'il ne mentionne pas non plus à quel point le nationalisme israélien se construit de plus en plus sur une base anti-islamique, qui n'a rien à voir avec le conflit (qu'il juge primordial) entre l'Occident chrétien d'un côté, les juifs et les musulmans de l'autre...

Face à de tels vestiges mortifères du passé religieux, dans l' « Occident chrétien » comme dans les pays d'islam, il n'est d'autre solution que d'imposer une séparation radicale des religions et des Etats, sinon ce sont des siècles de guerres de religion qui nous attendent, perspective particulièrement néfaste pour la lutte de classe.

Loin de ces préoccupations théoriques générales, ce texte prend délibérément un parti minimaliste, celui **des droits démocratiques pour tous, à commencer par les travailleurs, qu'elles que soient leurs origines et leurs convictions philosophiques ou religieuses**. Et dans ce cadre limité-là, les définitions du FRA ont l'immense avantage de se concentrer sur les manifestations concrètes, identifiables, des deux fléaux qu'il nous intéresse de combattre.

Les polémiques entre les spécialistes des sciences sociales – et par ricochet entre les militants de la gauche radicale – autour du contenu de ces deux définitions cachent souvent des enjeux idéologiques («sionistes» contre «antisémites», républicains laïques contre partisans (béats) du «multiculturalisme», athées intégristes contre croyants... de mauvaise foi, etc.) et ont pour principal effet de diviser et paralyser les antiracistes soucieux d'efficacité.

Pas plus que nous n'avons à choisir entre la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le racisme antimusulmans, nous n'avons à choisir entre la lutte contre les discriminations et la lutte contre les inégalités découlant de la structuration en classes dont les intérêts sont irréconciliables dans la société capitaliste. Les inégalités sociales renforcent les discriminations et vice versa. Les luttes contre ces différentes injustices sont complémentaires entre elles, et ne sont ni hiérarchisables ni opposables.

Qu'est-ce que l'antisémitisme ?

L'antisémitisme est une idéologie fondée sur l'hostilité, consciente ou inconsciente, vis-à-vis des «Juifs⁴» pour des raisons religieuses, sociales, nationales, raciales et/ou économiques. Qu'une personne soit véritablement «juive» (de religion, de culture ou de sensibilité personnelle) n'a aucune importance pour l'antisémite; ce qui compte pour lui, c'est de lui attribuer des caractéristiques négatives imaginaires, voire parfois même des qualités positives⁵, mais pour finalement le discriminer et l'exclure de la société.

A cette définition très générale, on peut ajouter que l'antisionisme peut **parfois** conduire à des conclusions antisémites⁶: lorsque les Juifs sont accusés d'exagérer l'Holocauste; qu'ils sont privés d'exercer leur droit à l'autodétermination, droit reconnu à tous les autres peuples sur cette planète; que des clichés anti-judaïques ou antisémites classiques sont utilisés pour caractériser Israël ou les Israéliens; que la politique israélienne est systématiquement comparée à celle des nazis; que les Juifs sont considérés comme une «cinquième colonne», un «lobby» d'individus «cosmopolites» seulement loyaux envers Israël ou le sionisme, etc.

Qu'est-ce que le racisme antimusulmans?

Le racisme antimusulmans (ce que l'Union européenne et l'Organisation pour la Conférence islamique appellent l'«islamophobie⁷») **est une idéologie selon laquelle l'islam serait un «bloc monolithique»**, ne partageant *«aucune valeur commune avec d'autres cultures»*, *«barbare et inférieur à l'Occident»*, plus *«sexiste»* que toutes les autres religions, qui *«soutient le terrorisme»* et induit une politique agressive menant à des conflits militaires et à la guerre. Les racistes antimusulmans justifient généralement la mise de place de *«pratiques discriminatoires à l'égard des musulmans et leur exclusion de la société en général»*, pratiques qu'ils souhaitent voir entérinées par des lois.

A cette définition de l'Agence européenne des droits fondamentaux, on peut ajouter que le racisme antimusulmans est souvent mélangé aux racismes anti-Africains, anti-Arabes, anti-Berbères ou anti-Turcs et fusionne totalement avec eux, au point de les rendre indissociables.

⁴ Rappelons que, en français, le mot «Juifs» (avec une majuscule) renvoie aux membres du ou des peuple(s) juif (s), voire à ceux qui se sentent de fortes affinités culturelles avec les cultures juives, et le mot «juifs» aux pratiquants du judaïsme (convertis inclus). Les deux termes sont loin de se recouper, le second étant plus restrictif que le premier.

⁵ Wilhelm Marr (1819-1904), l'inventeur du mot «antisémitisme», admirait les Juifs parce qu'ils étaient, selon lui, assez intelligents pour... dominer le monde!

⁶ Cf. le «document de travail» d'une commission de la FRA (annexe 3, p. 187) qui élaborait une définition provisoire, écartée quelques années plus tard sans qu'une autre soit adoptée.

⁷ Voir à ce sujet l'annexe 1 et la bibliographie p. 238.

De toute façon, aujourd'hui en Occident, l'antisémitisme et le racisme antimusulmans ne se réduisent pas à des motivations religieuses, **voire n'invoquent aucun motif religieux**⁸. Ils peuvent mobiliser des théories du complot «anticapitalistes» ou «anti-impérialistes» qui dénoncent le rôle des «Juifs», ou présenter l'islam comme la principale «menace actuelle pour la civilisation». Les racistes antimusulmans et les antisémites cachent leur agenda politique derrière toutes sortes de raisonnements, «révolutionnaires», citoyennistes, républicains ou pseudo-humanistes: certains prétendent qu'ils sont particulièrement touchés par les souffrances des Palestiniens; d'autres qu'ils veulent seulement défendre les droits des femmes et la démocratie; certains prétendent que les musulmans européens ne devraient pas être blâmés pour ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais blâment constamment les Juifs européens ou américains pour ce qui se passe en Israël; certains considèrent que les musulmans européens devraient passer leur temps à condamner publiquement Daesh, Bokko Haram ou al-Qaida, mais soutiennent toutes les agressions et opérations militaires de Tsahal, les «meurtres ciblés» et leurs inévitables «dommages collatéraux»⁹, ou trouvent des excuses minables aux remarques racistes des colons ou des politiciens israéliens d'extrême droite.

En fait, il est assez facile de démonter tous ces discours, y compris dans nos propres rangs, à condition de vouloir ouvrir les yeux et d'être prêts à perdre... certains «amis», «compagnons» ou «camarades», tant ces questions agitent les passions.

Avant d'analyser ces phénomènes et leur étendue aujourd'hui, il faut commencer par rappeler quelques-uns des changements politiques qui ont commencé au milieu des années 1970 et ont modelé le paysage dans lequel s'inscrivent l'antisémitisme et le racisme antimusulmans aujourd'hui.

I. Un certain recul est nécessaire pour comprendre la situation actuelle

Dans le dernier chapitre et la conclusion de son livre *Racism in Europe, 1870-2000* (Palgrave, 2001), Neil Macmaster souligne que, depuis la Seconde Guerre mondiale, deux périodes différentes se sont succédées.

La première s'est étendue de 1945 à 1974: elle était caractérisée par une «*croissance économique sans précédent, un chômage faible et un solide dispositif de protection sociale*» qui ont été accompagnés par une immigration croissante de travailleurs «étrangers». Leurs conditions de vie (bidonvilles, dortoirs, logements surpeuplés) et leurs conditions de travail (bas salaires, aucun respect des règles élémentaires de sécurité, travaux dangereux et salissants, etc.) étaient inhumaines, mais les «problèmes sociaux» engendrés par leur présence croissante (problèmes que les Etats européens auraient pu facilement résoudre) n'ont pas permis, à ce moment historique, aux petits mouvements racistes et fascistes de profiter de la situation (ils ne réussissaient pas à recueillir plus de 5% des voix à l'époque).

⁸ Le terme de « musulmans » est tout aussi ambigu que celui de « Juifs » ou « juifs », puisque l'on parle de « musulmans athées » (désignant par là des individus élevés dans la culture musulmane mais qui ne croient pas en Allah) ou de « Musulmans » (en Bulgarie et en Bosnie, par exemple) pour désigner à la fois les membres d'une ethnie et leurs convictions religieuses (supposées). Un spécialiste du racisme antimusulmans comme Olivier Esteves écrit même très clairement qu'il faut «*nécessairement exclure la condition de pratique religieuse*» si l'on veut définir ce que sont les musulmans britanniques (*De l'invisibilité à l'islamophobie...*, *op. cit.*, p. 24).

Une telle position revient à ranger dans la catégorie «croyants» (quelle que soit d'ailleurs leur religion) tous ceux qui n'ont pas rendu publique leur apostasie et surtout tous ceux et toutes celles qui risqueraient de lourdes peines s'ils faisaient une telle démarche, ce qui est le cas dans les 57 Etats membres de l'Organisation pour la conférence islamique : condamnation à mort (Arabie Saoudite, Iran, Soudan, Afghanistan, Mauritanie), prison à vie, dissolution du mariage, privation du droit de succession, détention dans des camps de «réhabilitation à la religion musulmane», humiliations et bastonnades régulières des prisonniers (Malaisie), etc.

⁹ Dans son dernier ouvrage *Le Grand malentendu : Islam, Israël, Occident* (Odile Jacob, 2015), Daniel Sibony accuse le Hamas de se servir des civils palestiniens comme de boucliers humains. Il accepte sans sourciller l'explication de Tsahal selon laquelle l'armée israélienne préviendrait les familles avant de détruire leur maison et de tuer ses occupants entêtés, fanatisés, ou les deux à la fois. Quelle belle consolation que de recevoir, par SMS, un faire-part préventif pour ses funérailles juste avant votre exécution télécommandée par un missile !

Après 1975, une nouvelle période¹⁰ a commencé, dans laquelle nous vivons encore maintenant, caractérisée par l'augmentation croissante de la violence contre les travailleurs immigrés: meurtres dans la rue, incendies déclenchés par des gangs de jeunes fascistes, attaques de skinheads contre des migrants ou des membres de minorités ethniques, «bavures» policières, etc. Selon le Home Office britannique, le nombre d'«incidents à caractère raciste» est passé de 4 283, au début des années 70, à 7 793 en 1992, au Royaume-Uni. (Nous pouvons ajouter que «*En 2011/12, la police a enregistré 47 678 “incidents racistes” en Angleterre et au Pays de Galles. En moyenne, cela représente environ 130 incidents par jour*», selon le site de l'Institute of Race Relations.)

Neil Macmaster rappelle dans son ouvrage qu'il y avait environ 250 incidents racistes par an en Allemagne avant 1990, mais que le nombre passa à 6 721 en 1991. Plusieurs attentats meurtriers furent organisés contre des foyers de réfugiés entre 1991 et 1993.

Exactement comme le mouvement antifasciste en France, la Ligue antinazis (ANL) de Grande-Bretagne, «*décrivit ces jeunes hommes comme les héritiers fascistes de Mosley, Hitler, Goebbels et Mussolini*». Selon Macmaster, il s'agissait d'une erreur politique, et il me semble qu'il a raison, même s'il ne propose aucune politique alternative. La plupart de ces «fascistes», en échec scolaire, provenaient souvent de familles pauvres et éclatées; ils «*utilisaient les immigrés comme des boucs émissaires, comme un moyen d'affirmer leur propre estime de soi et leur volonté de se définir avant tout comme des “Allemands” ou des “Anglais” contre des “parasites venus d'ailleurs”*» **mais ils n'appartenaient pas à des groupes fascistes**. La sous-culture de ces jeunes hommes violents, marginaux, glorifiait la «masculinité», le «courage», «la solidarité de groupe»; ils méprisaient les femmes, les homosexuels et les Pakistanais quand ils ne les harcelaient pas ou ne les battaient pas.

Comme le souligne Olivier Esteves¹¹, en Angleterre, jusqu'à la fin des années 70, le «*Paki-bashing*» était massivement pratiqué par des jeunes qui pensaient que les Pakistanais resteraient «*passifs et dociles*», ne «*répliqueraient pas en cas d'agression*» et racontaient des «*blagues anti-pakistanaïses qui supplantèrent les blagues anti-irlandaises*», parce qu'elles étaient devenues «acceptables» à la télévision, dans des feuilletons et des émissions populaires.

Selon Neil Macmaster, ce nouveau phénomène social a coïncidé avec trois nouveaux phénomènes politiques:

– **L'apparition d'un «nouveau racisme», fondé sur la culture et non plus sur la race**, que l'on a appelé en France «differentialiste» et qui fut propagé par la Nouvelle Droite et le GRECE. Une fois qu'ils eurent péniblement assimilé la leçon, cette opération idéologique originale a permis aux dirigeants d'extrême droite ou néo-fascistes de nier qu'ils étaient racistes, d'inverser et de renvoyer l'accusation contre la gauche, les classes moyennes dites «bobos», de dénoncer les «éléments non-britanniques» au Royaume-Uni, les «racistes anti-Blancs» en France, etc.;

– **La formation de partis nationaux-populistes qui mirent en avant l'importance essentielle de l'identité nationale** tout en introduisant subrepticement un racisme culturel caché (antimusulmans): le Front national en France; les Démocrates de Suède; les Vrais Finlandais; le Freiheitliche Partei Österreich – FPÖ – en Autriche; la Ligue du Nord italienne; le Parti pour la liberté – PVV – aux Pays-Bas; le Vlaams Belang en Belgique, etc.;

– **L'adoption par les partis de gauche (y compris la social-démocratie) et de droite d'un «racisme de bon sens», fondé sur le refus de mélanger les cultures et désireux d'imposer la «culture»**

¹⁰ Cette division chronologique entre deux périodes très différentes ne s'applique pas exactement à la France: 1973 fut la pire année en ce qui concerne les crimes racistes commis contre des travailleurs arabes et berbères (près de 50 d'entre eux furent tués cette année-là, assassinés principalement par des «Français ordinaires» et non par des flics ou des fascistes). Cette différence chronologique réside peut-être dans le fait que la France a connu de nombreuses luttes autonomes de travailleurs immigrés (la grève des loyers de la Sonacotra dura trois années, de 1973 à 1976) et que les marches nationales pour l'égalité et contre le racisme en 1983 et 1984 représentèrent des événements importants qui empêchèrent sans doute la violence raciste de s'étendre davantage. Cette division chronologique ne s'applique peut-être pas non plus aux pays scandinaves, ou à d'autres pays où les groupes fascistes et d'extrême droite étaient faibles et furent rapidement dépassés par des partis nationaux-populistes de masse. Cette hypothèse fournit cependant un outil utile pour comprendre ces changements récents.

¹¹ *De l'invisibilité à l'islamophobie, op. cit.*, p. 80.

nationale de la majorité aux nouvelles minorités nées à l'étranger. En France, Giscard d'Estaing, Charles Pasqua et plus tard Nicolas Sarkozy¹² ont promu cette ligne.

Les militants britanniques connaissent la fameuse déclaration de Margaret Thatcher en janvier 1978: «*les gens craignent vraiment un peu que ce pays soit submergé par une culture différente*»¹³. La même évolution s'est produite en Allemagne, en Suède, au Danemark ou aux Pays-Bas: dans chaque État-nation, les politiciens et intellectuels conservateurs ont tenté de remodeler et d'imposer une définition d'une prétendue «culture multiséculaire» inaltérable et inaltérée, française, allemande, néerlandaise ou suédoise, en invoquant, selon les pays, des «valeurs nationales» ou «républicaines», une forte tradition «chrétienne» ou «judéo-chrétienne», etc.

Neil Macmaster note que ce virage généralisé à droite a été dissimulé par le fait que les gouvernements européens ont adopté une ribambelle de lois, résolutions et recommandations contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, montrant ainsi un double visage ; ils ont condamné «l'islamophobie» et l'antisémitisme, promu le «multiculturalisme» et même le dialogue «interculturel» ou (pire encore, du moins d'un point de vue matérialiste-ttpathée) le «dialogue interreligieux»; mais cela n'a constitué en réalité qu'un «écran de fumée pour cacher les mesures contre les immigrés qui ont miné les minorités ethniques et renforcé des stéréotypes renforcés hautement négatifs».

Deux exemples suffiront pour illustrer ce «double visage»:

– les pays de l'Union européenne proclament leur attachement aux conventions sur les réfugiés ; or, si l'on voit le nombre de réfugiés syriens accueillis en France depuis quatre ans (5 000), par rapport au nombre total de réfugiés (4 millions dont 200 000 accueillis en Suède et en Allemagne), on peut s'interroger sur les engagements humanitaires de la France et son tropisme antimusulmans ;

– sur les 800 000 Juifs roumains, la moitié (400 000) ont été exterminés pendant la Seconde Guerre mondiale. Parmi les 400 000 Juifs survivants, la plupart ont progressivement émigré en Israël ou aux États-Unis. Aujourd'hui, seuls 7 000 à 9 000 juifs vivent en Roumanie, la plupart d'entre eux étant assez âgés. C'est seulement en 2004 que le président Iliescu a reconnu que les Juifs avaient été persécutés en Roumanie ; il n'a effectué cette déclaration que pour se conformer aux recommandations de l'Union européenne et échapper à des sanctions. Il a donc décidé que le 9 octobre deviendrait la Journée de l'Holocauste. Mais la vie politique roumaine n'a pas connu le moindre changement et le Parti de la Grande Roumanie, Romania Mare, a continué à répandre sa propagande antisémite dans les médias. Corneliu Vadim Tudor, qui rassembla 3,3 millions de voix lorsqu'il fut battu par Iliescu en 2000, a déclaré à la télévision nationale que «*nous [le peuple roumain] ne sommes pas à leur [la mafia juive mondiale] merci, et ne sommes pas une de leurs colonies*» et il n'a pas été poursuivi en justice; la Garde de Fer antisémite est célébrée dans toutes sortes d'événements, des cimetières juifs sont régulièrement profanés, etc. Et la Roumanie n'est pas mise pour autant au ban de l'Union européenne, tant qu'elle ne réagit pas face à l'antisémitisme.

Quelle est la fonction du racisme antimusulmans dans ce cadre général?

¹² Sarkozy a récemment déclaré au cours d'un meeting le 20 mars 2015: «*Nous voulons garder notre mode de vie. Celui qui nous rejoint doit s'assimiler, adopter notre mode de vie, notre culture. (...) Garde-t-on ses chaussures quand on visite une mosquée à l'étranger ? (...) Nous souhaitons que ceux que nous continuons à recevoir prennent en compte notre mode de vie, celui que nos grands-parents, nos parents, nous ont transmis et que nous souhaitons transmettre à nos enfants. (...) Nous sommes un pays aux racines chrétiennes, qui appartient à une civilisation, la civilisation européenne.*» Comparer la France avec une mosquée (en réalité – dans le sous-texte – avec une église) est une innovation originale pour un politicien français qui défend, paraît-il, la laïcité ! Sarkozy ne fait que répéter ce que Marine Le Pen disait en 2008 : «*L'Europe ne sera plus l'Europe, elle deviendra une république islamique. Nous sommes à un tournant, et si nous ne protégeons pas notre civilisation, celle-ci va disparaître. Oui, je suis attachée à la nation. Je veux préserver notre identité culturelle et historique.*» (Cité dans *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe, op. cit.*, p. 11.)

¹³ <http://www.margaretthatcher.org/document/103485> Le terme «submergé» (*swamped*) avait été utilisé dans un célèbre discours sur les «Rivières de sang» (*Rivers of Blood*), prononcé par le politicien conservateur Enoch Powell et qui fit scandale en 1968. Ayant travaillé pour les services de renseignement de l'armée britannique entre 1943 et 1946 en Inde, il avait vu comment les violences communautaires pouvaient miner une société et il craignait donc que les immigrés indiens et pakistanais, en s'installant au Royaume uni, n'importent ces conflits et cette violence. C'est du moins la source de l'expression «*rivières de sang*» selon un historien et un journaliste (<http://www.bbc.co.uk/radio4/1968/riversofblood.shtml>) qui ont étudié les archives privées de Powell après sa mort.

Les hypothèses de Neil MacMaster, bien que formulées en 2001, nous aident à mieux comprendre comment des dirigeants fascistes et d'extrême droite ont réussi à créer des partis nationaux-populistes «respectables» dont l'influence électorale n'a cessé de croître jusqu'à aujourd'hui.

Selon lui, le racisme antimusulmans a une double fonction:

– **externe**: présenter des chefs d'Etat ou des dirigeants comme Saddam Hussein, Ben Laden ou Kadhafi comme des super-monstres et des cibles à abattre (aujourd'hui, nous pourrions ajouter Ahmadinejad et Bachar al-Assad à cette liste);

– **interne**: presque tous les partis présentent les musulmans comme une potentielle «cinquième colonne». Comme l'ont noté plusieurs spécialistes, il n'y a pas moyen pour les «musulmans» d'échapper à cette accusation, car elle repose sur un **raisonnement circulaire: on les «invite» à prouver leur loyauté envers l'État, mais dès qu'ils proclament leur loyauté envers la nation, ils sont immédiatement accusés de mentir et de cacher leurs vrais sentiments**. La taille de cet «ennemi intérieur» varie selon les partis, étant donné la nécessité d'établir une différence entre les bons musulmans («modérés») et les mauvais («fondamentalistes, terroristes, extrémistes, djihadistes»).

Selon certains sociologues, les musulmans seraient moins dénoncés aujourd'hui comme les membres d'une «race» ou d'une religion inférieure, que comme les représentants d'une civilisation inférieure. Pour Neil Macmaster, les musulmans sont présentés comme *«un danger interne qui menace la culture et l'identité européennes, danger symbolisé par la construction de mosquées, la présence des femmes voilées et des écoles musulmanes»*.

Il pose alors une question fort pertinente pour nous aujourd'hui. **Le racisme anti-«Noirs»¹⁴ (j'ajouterais le racisme antimusulmans) se combine-t-il facilement avec l'antisémitisme, ou est-ce que ce sont des idéologies contradictoires?**

Selon Macmaster, ces différentes formes de racisme peuvent sembler séparées, mais sont en fait connectées, à la fois dans l'esprit des individus réactionnaires et des dirigeants nationaux-populistes. *«Ces partis racistes “respectables” opèrent à deux niveaux: au niveau “ouvert”, public, l'intégralité du message, destiné à des électeurs potentiels, aux sympathisants et membres de la base est dirigée contre les Noirs et les immigrés.»* (Aujourd'hui j'ajouterais les «musulmans» à sa liste.) *«(...) À un niveau caché, le message clé qui vise le noyau interne des militants du parti est fondé sur l'antisémitisme. Les dirigeants du parti manipulent un champ de préjugés où se met en place une relation dynamique entre les deux racismes.»*

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui à l'intérieur du Front national, même si les médias veulent nous convaincre que Marine Le Pen et son parti ne seraient plus antisémites. Roger Cukierman, dirigeant du CRIF (fédération qui regroupe plus de 60 associations professionnelles, culturelles et religieuses juives) a récemment déclaré que Mme Le Pen était une politicienne «irréprochable», même si le Front national ne l'était pas. Il a écrit ensuite un article dans *Le Monde* pour préciser sa pensée, mais le mal était fait et son repentir ne paraît pas très sincère, surtout qu'il avait déjà tenu des propos ambigus après le premier tour des élections présidentielles de 2002 en expliquant que le vote Le Pen était *«un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles»*, message qu'il avait là aussi démenti en accusant le journal *Haaretz* d'avoir déformé ses propos.

Les journalistes qui ont assisté à des réunions locales internes du Front national, tout comme les militants qui ont récemment quitté le Front et ont raconté leur expérience, témoignent tous que l'antisémitisme est encore vivace à l'intérieur du parti. Une sorte de division du travail s'est mise en place: même si Marine Le Pen expulse de temps en temps des militants antisémites quand ils postent des commentaires ou des photomontages racistes sur Facebook et **s'ils sont repérés par des antiracistes**, les militants des groupes fascistes violents entretiennent des relations très amicales avec les dirigeants du Front national... quand ils ne sont pas cooptés au sein du parti, à condition qu'ils ne fassent pas de réflexions antisémites en public.

Selon Neil Macmaster, les dirigeants actuels d'extrême droite qui ont su transformer leur ancien discours ouvertement raciste en une guerre culturelle contre la gauche, et une politique national-populiste hostile aux travailleurs immigrés, ont été politiquement éduqués dans les mouvements fascistes et antisémites.

¹⁴ Pendant longtemps le terme «Black» en Grande-Bretagne désignait les Africains, les Antillais mais aussi les Pakistanais, Indiens, Ceylanais et Bengalis à la peau «noire».

Comme l'a noté Brian Klug, «[Nick] Griffin est tristement célèbre pour sa négation de l'Holocauste dans le passé. Dans les années 1990, il édité un magazine du British National Party, The Rune, dont le contenu antisémite lui a valu une condamnation pénale.» Même si, aujourd'hui, «le site du BNP "diabolise en même temps l'Islam et le monde musulman"» ; même si «les Juifs, pour le moment, ne sont pas dans le viseur du BNP» ; et même si le «soutien à Israël est devenu un bâton pour battre les musulmans et essayer d'attirer le soutien des Juifs», «c'est seulement un changement cosmétique et non un bouleversement de sa mentalité ou de ses convictions profondes¹⁵».

Ainsi, le nouveau discours raciste des nationaux-populistes, discours fondé sur les différences culturelles «permet d'envoyer des messages antisémites codés aux initiés, de contenter les militants partisans de la ligne dure [antisémite] tout en restant opaques face à un large public qui, sinon, pourrait se détourner d'eux». Les partis nationaux-populistes utilisent des mots codés (dont certains, j'ajouterais, sont aussi utilisés dans le mouvement altermondialiste et à l'extrême gauche) comme «sionistes», «mondialisme», «cosmopolitisme», «oligarchie», «élites», «finance internationale», etc. Ces termes codés servent également à rassurer les groupes fascistes qui restent en dehors des partis nationaux-populistes de masse et à leur faire comprendre qu'ils partagent la même ligne.

Comment l'antisémitisme et le racisme anti-Noirs ou antimusulmans peuvent-ils se combiner dans l'idéologie nationale-populiste?

Pour Neil Macmaster, les nationaux-populistes et les fascistes identifient une double menace imaginaire provenant de deux adversaires complémentaires:

– **Le Noir, l'Arabe et le musulman¹⁶ jugés «inférieurs»** (appartenant généralement à la classe ouvrière et à la catégorie des prolétaires les moins payés, et/ou à la main-d'œuvre «illégale»). Aujourd'hui **les Roms** sont clairement inclus dans la liste des minorités ciblées par l'extrême droite, y compris par l'usage de la violence utilisée contre eux dans toute l'Europe, violence accompagnée de mesures étatiques administratives discriminatoires;

– **Le Juif intelligent et très organisé** (socialement plus intégré, appartenant aux classes moyennes supérieures ou à la bourgeoisie).

Pour les militants nationaux-populistes ou fascistes, les théories du complot offrent une explication simple à un «monde chaotique et en évolution rapide». Dans leur trip imaginaire, le «lobby sioniste», le «ZORG» (gouvernement sioniste mondial) ou les «élites juives» promeuvent le multiculturalisme, le féminisme, l'avortement, le mariage entre personnes de même sexe, etc., afin de détruire les sociétés chrétiennes occidentales fondées sur des valeurs traditionnelles: la famille, l'ordre, l'attachement à une terre ancestrale, l'obéissance à l'État, le respect des «hiérarchies naturelles».

Pour eux, «les Juifs» sont secrètement en train d'organiser le chaos à l'échelle mondiale: de la construction de l'Union européenne qui vise à détruire des nations centenaires – ou, pourquoi pas, millénaires – aux guerres au Moyen-Orient et au Proche-Orient évidemment fomentées par le Mossad ou ses alliés de la CIA, Israël est censé «favoriser la guerre pour mieux régner sur l'humanité». Ces théories du complot peuvent désormais être facilement modifiées, «enrichies», en incluant de nouveaux boucs émissaires: les pétromonarchies arabes et les fondamentalistes islamiques qui incarnent désormais de nouvelles «forces conspiratrices puissantes organisées à l'échelle mondiale».

Il est symptomatique qu'en France, par exemple, sur France Culture, un journaliste influent, de sensibilité chevènementiste, ait récemment utilisé l'expression «le parti du Qatar» pour qualifier l'UMP et le Parti socialiste («l'UMPS», quoi !). Une telle expression traduit l'influence, bien au-delà de sa sphère directe, de l'un des leitmotivs de l'extrême droite: la dénonciation de l'ingérence du Qatar dans la politique et l'économie françaises....

Après avoir expliqué le contexte général depuis le milieu des années 1970, nous pouvons maintenant analyser les manifestations concrètes du racisme antimusulmans et de l'antisémitisme (classique ou nouveau).

II. La croissance du racisme antimusulmans

¹⁵ «What do we mean when we say 'anti-Semitism'? Echoes of shattering glass» (2013, disponible sur le Net).

¹⁶ Comme le souligne Olivier Esteves, dans les années 1970, «l'idée

Si l'on s'intéresse au racisme antimusulmans, il faut étudier non seulement les statistiques des délits et crimes documentés par les associations musulmanes et les flics, mais aussi les discriminations structurelles, institutionnelles, opérant dans l'éducation, le logement et l'emploi.

Le racisme antimusulmans prend différentes formes, selon l'histoire spécifique de chaque État-nation. Dans certains pays (France, Autriche, Allemagne, Royaume-Uni, Grèce) la majorité des «musulmans» jouissent, du moins officiellement, des mêmes droits que les «autochtones» puisqu'ils ont été naturalisés ou que leurs parents avaient déjà acquis la citoyenneté. Dans d'autres – Italie (3%), Suisse (20%) –, seule une petite fraction des musulmans sont naturalisés, ce qui constitue évidemment un obstacle très puissant pour eux, s'ils veulent être traités comme des égaux par l'Etat «démocratique» dont ils dépendent et les citoyens du pays où ils vivent.

Certains États européens ont une longue expérience de la domination coloniale directe, tandis que d'autres n'ont jamais eu de colonie en Afrique ou en Asie. Le passé colonial influence évidemment la façon dont les citoyens «autochtones» traitent les migrants, y compris les travailleurs musulmans.

Bien qu'il existe des différences au sein de l'Union européenne, nous pouvons dégager trois points communs entre les discriminations et l'exclusion sociale dont les travailleurs «musulmans» sont victimes, qu'ils soient «étrangers» ou pas:

1) Un niveau de chômage plus élevé et un niveau d'éducation plus faible

Dans la mesure où les discriminations sociales contre la classe ouvrière se mélangent aux discriminations nationales et religieuses, les statistiques présentées ici sont en partie biaisées (sans compter le parti pris idéologique de ceux qui ont recueilli ces chiffres). Le taux d'échec scolaire ou le niveau inférieur des qualifications ne reflètent pas toujours une discrimination religieuse ou raciste, et les inégalités culturelles sont liées à des normes de classe très différentes.

En ce qui concerne le système scolaire, par exemple, lorsque des jeunes migrants décident d'arrêter leurs études et de ne pas entrer à l'université, parce qu'ils veulent aider leurs parents aux emplois mal rémunérés; parce qu'ils ne réussissent pas à étudier et travailler en même temps; parce qu'ils veulent échapper au contrôle de leurs parents ou de leur «communauté», ou encore parce qu'ils ne maîtrisent pas la langue dominante aussi bien que les «autochtones», ces jeunes **ne sont pas toujours victimes d'une discrimination raciale spécifique**. Ces garçons et ces filles appartiennent à la classe ouvrière, disposent de moyens financiers limités et ne maîtrisent pas les bonnes stratégies pour grimper dans l'échelle sociale aussi rapidement et facilement que les enfants des classes moyennes inférieures et supérieures.

En **Belgique**, 38% des Marocains et des Turcs sont au chômage et seulement 6,1% ont un diplôme de l'enseignement supérieur. *«Une grande entreprise de travail temporaire [nous] a dit qu'elle avait un service spécial chargé d'enregistrer les demandes des clients susceptibles de se trouver en contradiction avec la législation anti-discrimination, service ayant pour objectif d'amener ces clients à respecter la loi. Dans un tiers de ces demandes, les clients refusaient d'embaucher des musulmans en général¹⁷.»*

En **France**, le chômage atteint 5% des diplômés universitaires franco-français, contre 26,5 % des diplômés nord-africains. *«Une étude réalisée en 2010 a mis en évidence le rôle spécifique de la religion dans les comportements discriminatoires à l'égard des Français d'origine musulmane s'agissant de l'accès à l'emploi. Cette étude a constaté qu'un candidat français d'origine sénégalaise et de religion chrétienne avait deux fois et demie plus de chances de recevoir une réponse positive lorsqu'il postulait à un emploi qu'un candidat français d'origine sénégalaise et de religion musulmane¹⁸.»*

Les discriminations contre les jeunes ayant des parents étrangers sont reconnues par toutes les institutions françaises, y compris le FASILD¹⁹. Selon cet organisme, les discriminations à l'égard des jeunes étrangers, ou des jeunes d'origine étrangère, sont des phénomènes récurrents et ont tendance à augmenter. Ces discriminations sont décrites de façon très précise dans un rapport du FASILD paru en 2003: les discriminations par la couleur de peau et /ou le nom; les discriminations dans le logement et une troisième, étrangement appelée *«discrimination communautaire»*: par exemple, lorsque le patron d'un restaurant chinois accepte de n'embaucher que des cuisiniers ou des serveuses d'origine chinoise;

¹⁷ *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe*, Amnesty International, avril 2012, p. 23.

¹⁸ *Ibid.*, p. 25.

¹⁹ Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, *Les discriminations des jeunes d'origine étrangère dans l'accès à l'emploi et l'accès au logement*, La documentation française, 2003.

ou quand une entreprise du bâtiment n'embauche que des travailleurs en provenance du même pays, de la même région ou du même groupe ethnique.

Mais le FASILD reconnaît que *«l'augmentation de la discrimination positive envers les jeunes "Blancs" européens augmente inévitablement le degré de rejet et d'exclusion des autres catégories de jeunes»*. Les mêmes discriminations sont décrites dans l'éducation et le secteur du logement, à la fois privé et public. Même si ce rapport ne mentionne pas la religion de ces jeunes nous savons, bien sûr, qu'une bonne proportion d'entre eux sont «musulmans» – ou traités comme tels.

Les femmes musulmanes sont également victimes de discrimination particulières : elles *«(...) occupent souvent des emplois dans le secteur tertiaire mobile, dont les emplois à domicile, domestiques et dans le petit commerce ; seulement 16% sont salariées dans le secteur public avec ses avantages connexes²⁰.»* Celles qui *«portent un hijab choisissent de travailler à leur compte ou à la maison pour éviter la discrimination²¹.»*

Au **Royaume-Uni**, *«les musulmans d'Asie du Sud sont l'une des minorités ethniques les plus défavorisées»*. Les statistiques montrent que *«plus de 60% des Pakistanais et Bangladais vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 20% des Blancs ; de plus, c'est parmi eux qu'on trouve le plus grand pourcentage de jeunes qui quittent l'école sans aucune qualification²²»*. *«Les musulmans ont le plus faible taux d'emploi de tous les groupes religieux : seulement 47% des hommes et 24% des femmes travaillent²³.»* *«Les musulmans ont tendance à se concentrer à l'extrémité inférieure du marché du travail. Beaucoup travaillent à temps partiel, occupant des emplois temporaires, flexibles et invisibles dans les statistiques.»*

«Le Royaume-Uni constitue un exemple rare de pays où la collecte de données sur l'éducation permet d'identifier spécifiquement les élèves musulmans. (...) En 2004, un tiers (33%) des musulmans en âge de travailler en Grande-Bretagne n'avait pas de qualifications, ce qui représente la proportion la plus élevée de tous les groupes religieux. Ils se distinguaient en outre par la probabilité la plus faible de détenir des diplômes ou des qualifications équivalentes (12 %) ²⁴.»

Comme le raconte un chauffeur de bus pakistanais²⁵ *«les enseignants partent du principe que votre enfant, ayant grandi dans un milieu où l'on ne parle pas beaucoup l'anglais, aura des difficultés énormes et que donc ce n'est pas la peine de faire des efforts pour lui»*. Selon O. Esteves, *«Comme cause principale de l'échec scolaire des Caribéens, on évoque souvent la très forte proportion de familles monoparentales. Quant aux Bangladais et aux Pakistanais, c'est la maîtrise de l'anglais qui est en cause, notamment compte tenu du nombre élevé de mariages transcontinentaux, où l'épouse (ou époux) non anglophone émigre du sous-continent.»*

Quoi qu'il en soit, on a affaire à un écheveau complexe de facteurs face auxquels les Etats européens préfèrent accuser des causes extérieures (culture, coutumes matrimoniales, religion) ou psychologiques (refus d'assimilation) que de mettre en place des structures éducatives permettant de compenser ces handicaps chez les enfants mais aussi chez leurs parents.

En **Allemagne** *«les enfants musulmans sont surreprésentés dans les écoles moins qualifiantes (enseignement technique avec apprentissage et alternance) et sous-représentés dans les écoles les plus*

²⁰ Pandeli M. Glavanis, «Muslim voices: class, economic restructuring and the formation of political identity», chapitre 5, in *Ethnicity and Economy, Race and Class Revisited*, Steve Fenton et Harriet Bradley (dir.), Palgrave, 2002. Les exemples cités par Glavanis sont en partie extraits de *«Muslim Voices» in the European Union : The Stranger Within. Community, Identity and Employment*, une étude menée dans huit pays d'Europe: la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la Suisse et le Royaume uni durant les années 1996/1999 (<http://cordis.europa.eu/documents/documentlibrary/70781381EN6.pdf>)

²¹ Pandeli M. Glavanis, «Working on the margin. Class, Economic Restructuring and the Formation of Political Identity», http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/pdfevents/Pandeli_Glavanis.pdf

²² «Muslims and the workplace» in *Racism, Governance and Public Policy*, de Katy Sian, Ian Law et S. Sayyid, Routledge, 2013, p. 41-58.

²³ Lavalette, M. et Penketh, L. (dir.), *Race, Racism and Social Work: Contemporary Issues and Debates*, Policy Press, 2013, introduction, p. 1-16.

²⁴ Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, *Les musulmans au sein de l'Union européenne - Discrimination et Islamophobie*, 2006, p. 63.

²⁵ Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, op. cit., p. 82.

“performantes” (lycées), ces derniers étant la porte d’entrée de l’université²⁶.» En ce qui concerne les travailleurs, «(...) les secteurs connaissant les plus hauts niveaux de chômage sont ceux qui ont la plus forte proportion d’immigrés musulmans» (par exemple 20% pour les Turcs, 11% pour les Allemands).

«En **Suisse**, les migrants résidents permanents sont trois fois plus susceptibles d’être au chômage que les ressortissants suisses. En **Italie**, (...) la majorité (des travailleurs musulmans) changent de travail ou perdent leur emploi fréquemment, ce qui les plonge dans une précarité permanente. (...) En raison des difficultés à obtenir un emploi dans le secteur formel, ils sont surreprésentés dans l’économie informelle et donc employés par des patrons sans scrupules qui utilisent des travailleurs clandestins pendant de longues heures et pour une rémunération dérisoire. Il n’est pas étonnant, dès lors, que l’on constate “une augmentation significative de l’entrepreneuriat musulman dans les huit pays européens étudiés”».

Entrepreneuriat qui n’est pas toujours «choisi» mais «subi», quand on sait qu’un quart des épiciers d’origine pakistanaise en 1994 possédaient une licence universitaire²⁷.

Les travailleurs musulmans ont tendance à «tirer parti des réseaux sociaux (par exemple du travail des membres de la famille) et des niches ethniques dans l’économie (par exemple la nourriture halal)». Pour lutter contre les discriminations, les «travailleurs musulmans se retirent dans des secteurs tels que le petit commerce et la restauration rapide» et sont «favorisés par la montée du secteur des services», selon l’auteur²⁸. A mon humble avis, ce n’est pas exactement être «favorisé» que de travailler comme aide à domicile auprès de personnes handicapées ou âgées, ou de nettoyer les appartements des «natifs» de la classe moyenne!

Aux **Pays-Bas**, «Seules 27 % des femmes d’origine marocaine et 31 % des femmes d’origine turque participent au marché du travail. La part des femmes d’origine marocaine et turque ayant un niveau d’éducation faible est considérablement plus élevée que celle des femmes néerlandaises (67% et 20 %, respectivement²⁹).»

L’Irlande semble être une «heureuse» exception, au moins pour les générations précédentes de migrants. Selon Victoria Montgomery³⁰ «Les communautés musulmanes sont relativement aisés» parce que, entre les années 1950 et les années 1990, les étudiants qui sont venus poursuivre leurs études supérieures et sont restés en Irlande ont obtenu de bons emplois (sur 50 000 musulmans, 8% sont des médecins !) ou ont créé des entreprises. Mais aujourd’hui, la situation a changé et les nouveaux migrants et les réfugiés musulmans venant de Bosnie, de Somalie, du Kosovo, du Nigeria, de la Libye et de l’Irak sont beaucoup plus pauvres que leurs prédécesseurs, comme en témoigne le rapport de l’Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes en 2006: «En Irlande, le recensement de 2002 a révélé que 44 % des musulmans avaient un travail (contre 53 % de la population totale), et 11 % étaient au chômage, par opposition à une moyenne nationale de 4 %³¹.»

2) **Les musulmans sont victimes d’une paranoïa intense à leur rencontre**, illustrée par *Muslim demographics*, vidéo de sept minutes qui, jusqu’à aujourd’hui, a touché plus de **quinze millions** de personnes. Elle fut projetée par le cardinal Trukson lors d’un synode d’évêques au sujet de la «nouvelle évangélisation», à Rome, en octobre 2012. Ce film véhicule de multiples mensonges absurdes, notamment le fait que, vu la différence entre la fertilité des «Françaises» et celle des «musulmanes» (?), la France deviendrait bientôt une «république islamiste». Ce film a été évidemment approuvé par le Front national parce que la peur d’un «grand remplacement» imaginaire nourrit les sentiments antimusulmans.

Les grands médias et les médias sociaux utilisent les problèmes locaux et les peurs qu’ils suscitent, phénomènes créés par le fonctionnement du capitalisme, pour en rejeter la responsabilité sur les «étrangers» (musulmans) et les musulmans radicaux. Prendre l’Islam comme bouc émissaire permet de fournir une prétendue «explication» et une «solution» simple à des maux qui affectent tous les travailleurs, quelle que soit leur origine.

²⁶ Yasemin Karakasoglu et Gerd Nonneman, «Muslims in Germany, with special reference to the Turkish-Islamic community», p. 241-268, in *Muslim communities in the New Europe*, Gerd Nonneman, Tim Niblock et Bogdan Szajkowski (dir.), Ithaca Press, 1997.

²⁷ Olivier Esteves, *De l’invisibilité à l’islamophobie...*, op. cit., p. 128.

²⁸ Pandeli M. Glavanis, op. cit., «Muslims voices...»

²⁹ Choix et préjugés. La discrimination à l’égard des musulmans en Europe, op. cit., p. 33.

³⁰ Pandeli M. Glavanis, op. cit., «Muslims voices...»

³¹ *Yearbook of Muslims in Europe*, volume 3, Brill, 2011, rapport sur l’Irlande.

Les musulmans sont censés «être prédisposés à épouser les valeurs anti-occidentales qui conduisent beaucoup d'entre eux à tolérer le "terrorisme islamique"³²». Les individus musulmans et les associations musulmanes sont constamment «invités» à se dissocier des groupes djihadistes ; cette pression devient parfois tellement insupportable que des élèves ont lancé des remarques provocatrices lors des discussions qui se sont déroulées dans les écoles, en France, après les 17 exécutions djihadistes des 7, 8 et 9 janvier à Paris. Les réactions idiotes d'une infime minorité de jeunes (l'un d'eux avait 8 ans!) ont été utilisées et dramatisées par les médias, manœuvre qui a renforcé la dangereuse et mortifère équation musulmans = intégristes = terroristes.

Beaucoup d'Européens expliquent que «les musulmans menacent la sécurité nationale³³» (38% des Britanniques, 28% des Allemands); ils «sont opposés à ce que leur propre enfant épouse un musulman ou une musulmane» (31% des Britanniques, 37% des Allemands, 28% des Italiens); ils «ont une opinion défavorable envers les musulmans» (23% des Britanniques, 38% des Français et 50% des Allemands); et ils pensent que les musulmans «ne respectent pas les autres cultures» (37% des Britanniques, 42% des Français, 48% des Allemands, 60% des Italiens et 42% des Néerlandais), etc.

Évidemment, les questions de ce sondage international, comme celles de beaucoup d'autres sondages et enquêtes, sont posées d'une certaine manière, et nous savons que leur formulation influence fortement les réponses des personnes interrogées. La plupart des gens qui répondent à ce genre de sondages connaissent bien peu l'islam et ont peu, ou pas, d'amis musulmans (55% des Britanniques, 61% des Allemands, 67% des Italiens et 70% des Espagnols n'ont aucun ami musulman) ; ils réagissent donc en fonction des images diffusées tous les jours à la télévision: exécutions filmées, meurtres et attentats sanglants, prises d'otages, manifestations violentes, guerres civiles, etc. L'accumulation de sondages négatifs sur les musulmans contribue également à renforcer les stéréotypes racistes.

Selon une étude récente³⁴, la presse tabloïd britannique (le *Sun* et le *Daily Mail*) mais aussi un quotidien «respectable» comme *The Independent* montrent régulièrement une image négative des musulmans sur tous les sujets: les écoles religieuses (qui sont une infime minorité au Royaume-Uni par rapport aux écoles chrétiennes), les madrasas, les mariages forcés, la violence domestique, etc. Les musulmans sont présentés comme «extérieurs à la nation» et les hommes musulmans comme de dangereux prédateurs pour les femmes anglaises, etc.

En **Norvège**, le Parti du progrès mène une campagne permanente contre l'Islam; ses sympathisants accusent les musulmans d'être responsables de la croissance de la criminalité et considèrent qu'«ils» profitent des prestations sociales, «ne contribuent pas à la culture nationale» et «ne devraient pas jouir des mêmes droits». Mais, curieusement, selon cette étude, les sympathisants de ce parti xénophobe ne détestent pas plus les immigrés musulmans que les migrants en général, même si leurs dirigeants les présentent comme une «cinquième colonne qui veut changer les valeurs fondamentales et le système politique de la société norvégienne³⁵».

Après avoir souligné le poids de cette propagande médiatique négative contre les musulmans, il faut aussi reconnaître que, dans les pays où le «multiculturalisme» est l'idéologie officielle (comme la Grande-Bretagne), la situation est peut-être moins pire que dans les pays où le «multiculturalisme» est regardé avec suspicion (la France) ou rejeté avec virulence (Hongrie, Roumanie). Même si le «multiculturalisme» est, en réalité, une façon plus ou moins subtile d'imposer une pseudo «culture» capitaliste universelle fondée sur la maximisation du profit, la domination technique et la marchandisation des idées, des produits et des êtres humains ; même si le multiculturalisme ne permet pas, en réalité, des connexions et des interactions riches et profondes entre les différentes cultures (en dehors des élites universitaires), il peut donner l'illusion aux membres opprimés des minorités nationales ou religieuses (dans ce cas les musulmans) qu'ils sont mieux considérés par la culture nationale-religieuse dominante.

³² *Muslims in the European Union - Discrimination and Islamophobia*, p. 13 and 14, European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia, 2006

³³ Clive D. Field, «Revisiting Islamophobia in contemporary Britain, 2007-10», p. 147-162, in *Islamophobia in the West, Measuring and explaining individual attitudes*, Marc Helbling (dir.), Routledge, 2012.

³⁴ *Racism, Governance and Public Policy*, Katy Sian, Ian Law et S. Sayyid, Routledge, 2013, «*Muslims and the news media*», p. 80-116. On peut télécharger un texte qui a servi de base à ce chapitre sur Internet.

³⁵ *Islamophobia in the West*, op. cit., «Attitudes towards Muslims in Norway», de Z. Strabac et M. Valenta, p. 56-69.

3) **Les pratiques religieuses musulmanes sont sévèrement critiquées (alors que les pratiques religieuses chrétiennes ou juives sont considérées comme «normales» et «civilisées»)**, comme l'indiquent toutes les polémiques générées par la volonté de construire de nouvelles mosquées, le droit des femmes à porter le hijab au travail ou dans les institutions publiques, la question de la nourriture halal dans les écoles, les hôpitaux et les prisons, l'existence de salles de prière dans les grandes entreprises, etc.

Les politiciens français de droite et de gauche se sont beaucoup remués pour faire adopter des lois contre le hijab et la burqa, mais ils n'ont pas bougé le petit doigt pour garantir aux musulmans le droit de disposer de lieux décents pour prier.

En Italie, Maurizio Gasparri, un ancien ministre de Berlusconi qui a commencé sa carrière dans le MSI «post-fasciste», a déclaré en janvier 2009: *«Les pseudo-prières à Milan et en face du Colisée n'ont rien à voir avec la religion ; elles représentent une menace et des actes d'intimidation envers le peuple italien. Ceux qui y prennent part doivent être identifiés par la police et expulsés de notre pays. Les gens ne doivent pas utiliser la prière comme une arme politique»*³⁶.

Cette déclaration fait écho au programme de la Plateforme pour la Catalogne³⁷: *«L'immigration islamique, massive en Catalogne, menace notre patrimoine identitaire européen (le respect des libertés personnelles et collectives, la démocratie comme moyen de prendre des décisions, la culture gréco-latine, la religion chrétienne, les langues de la Catalogne ou les traditions populaires).»* Avec de tels propos, il n'est pas surprenant que les populations locales *«aient organisé des manifestations publiques pour s'opposer à l'ouverture de nouveaux lieux de culte, parfois dès que les organisations musulmanes ont rendu publique leur intention de demander un permis de construire»*³⁸.

En Suisse, entre 1968 et 2000, sept «initiatives populaires» ont été organisées autour de la restriction des droits des étrangers, ce qui a particulièrement encouragé la diffusion des idées xénophobes, et donc aussi antimusulmanes. Dans ce contexte, l'Union Démocratique du Centre de Christoph Blocher a pu développer son programme nationaliste ; il a été la force motrice qui a impulsé l'«initiative populaire» (récolte d'au moins 100 000 signatures) puis le succès du référendum «anti-minarets» en 2009. Il a bien sûr mené ce combat au nom de la défense des droits des femmes, de la démocratie et pour *«maintenir la paix entre les membres des différentes communautés religieuses»*, comme l'affirme avec aplomb l'article 72 de la Constitution fédérale ! La Suisse est ainsi devenue le premier pays au monde à inclure l'interdiction des minarets dans sa Constitution, alors que son territoire comportait en tout et pour tout quatre minarets !

III. La croissance de l'antisémitisme en Europe

Si l'on veut mesurer l'existence de l'antisémitisme, on ne peut compter uniquement sur les statistiques des délits et des crimes qualifiés comme tels, même si la progression continue de ces chiffres est très inquiétante. Par exemple, en Europe, alors que le nombre annuel d'incidents antisémites **violents** oscillait autour de 150 dans les années 1970 et 1980, depuis les années 1990, il oscille entre 500 et 1000 par an. **L'antisémitisme augmente, même si l'extrême gauche le nie énergiquement.**

La hausse quantitative statistique des incidents antisémites correspond aussi, au moins en France, à une augmentation qualitative de la barbarie: en 2012, quand un djihadiste français est entré dans une école juive et a tué un après l'autre, méthodiquement, trois enfants juifs (Gabriel 3 ans, Arieh 6 ans, et Myriam, 8 ans), l'antisémitisme français évidemment entré dans une nouvelle phase.

³⁶ Cité dans *Choix et préjugés, op. cit.*, p. 11.

³⁷ La Plate-forme pour la Catalogne est un petit parti régionaliste d'extrême droite, essentiellement antimusulmans, qui progresse lentement (il est passé de 17 à 67 conseillers principaux municipaux en 2011), même s'il n'a recueilli que 2,3% des voix en 2011. Il a été chaleureusement félicité à l'époque par Marine Le Pen qui suivait et suit la même ligne d'implantation locale, avec malheureusement beaucoup plus de succès comme l'ont montré les dernières élections en France (1546 conseillers municipaux en 2014, et 62 conseillers départementaux en 2015).

³⁸ Cité dans *Choix et préjugés, op. cit.*, p. 11.

Selon la base de données du Kantor Center for the Study of Contemporary anti-Semitism and Racism, les «*actes de violence (incendies, agressions avec une arme, agressions sans armes, harcèlement grave) et le vandalisme perpétrés contre des juifs et des bâtiments de la communauté juive dans le monde entier*» ont considérablement augmenté de 1989 à 2013 : en Europe, ils sont passés de 78 à 554 **incidents violents** par an, avec un pic de 1118 en 2009³⁹.

Pour comprendre ce phénomène, il faut lire les nombreux témoignages (recueillis par l'Agence européenne des droits fondamentaux – la FRA –, ou les ONG) qui décrivent comment la vie quotidienne des Juifs est devenue difficile depuis les vingt dernières années en Europe.

En **France**, par exemple, selon le SPCJ⁴⁰, «*En 2014, le nombre d'actes antisémites recensés sur le territoire français a doublé. Il est de 851 contre 423 en 2013. (...) Le nombre d'actions violentes en 2014 est de 241 contre 105 en 2013. (...) 51 % des actes racistes commis en France en 2014 sont dirigés contre des Juifs. (...) La hausse de 30 % des actes racistes commis en France en 2014 comparativement à 2013 est constituée exclusivement par la hausse des actes antisémites. En effet, les actes racistes, hors actes antisémites, recensés en 2014 sont en recul de 5% comparativement à 2013.*»

En général, les Juifs européens ont l'impression (pleinement justifiée et nullement fantasmagique ou paranoïaque contrairement à ce que qu'affirment beaucoup de militants d'extrême gauche) que :

– **Les principaux médias (pour ne pas parler du Net, de Facebook, YouTube, etc.) ont une orientation «pro-palestinienne» et souvent implicitement ou explicitement antisémite** (caricatures de personnalités israéliennes publiées dans la grande presse; comparaisons permanentes entre nazisme et sionisme ; reprise de vieux thèmes chrétiens contre le judaïsme, etc.).

La façon dont les minorités juives perçoivent les médias dépend, bien sûr, de la ligne politique de chaque journal, radio ou chaîne de télévision. Il est évident que, si l'on prend comme critère d'évaluation al-Jazeera en anglais, même les émissions les plus critiques sur la BBC ou RFI paraîtront complaisantes par rapport à Israël. Mais il faut garder à l'esprit que les 5 847 Juifs et les nombreuses associations consultés en 2012 par l'Agence européenne des droits fondamentaux ou les différentes organisations communautaires juives ne sont pas «antisionistes».

Ce qui est vrai de la perception de l'antisémitisme par les Juifs s'applique aussi à la perception de «l'islamophobie» par les organisations communautaires musulmanes, modérées, réactionnaires, ou financées par les Etats dits «musulmans». Toutes les perceptions communautaires sont biaisées, en matière de discriminations, surtout lorsque ces discriminations ne sont pas inscrites dans des textes de loi, et dépendent de rapports de force et de pouvoir dissimulés, entre la population majoritaire autochtone et une minorité nationale ou religieuse «étrangère».

«*Le 21 février 2014, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung a publié une caricature de Mark Zuckerberg, cofondateur de Facebook, le représentant comme une pieuvre dotée d'un grand nez crochu et qui essaye de contrôler l'Internet. (...) La caricature de Zuckerberg ressemble beaucoup à une caricature nazie de 1938 représentant Winston Churchill comme une pieuvre enserrant le monde entre ses tentacules. Le caricaturiste (...) a présenté ses excuses et a expliqué qu'il ignorait [?!] que les nazis s'étaient livrés à de telles représentations antisémites*⁴¹».

«*Le 5 août 2012, le quotidien allemand Stuttgarter Zeitung a publié une caricature (...) du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui le montrait en train d'empoisonner la colombe de la paix au Moyen-Orient*⁴²».

En **Italie**, «*(...) le 3 avril 2002, le quotidien italien La Stampa a publié en première page, un dessin, au moment de la seconde Intifada palestinienne, alors que les Forces de défense israéliennes assiégeaient l'église de Nativité à Bethléem. On pouvait y voir le petit Jésus, dans une crèche, qui, apercevant un char israélien, demandait: "Vont-ils me tuer une seconde fois*⁴³? »»

En **Italie**, plus d'une centaine de sites propagent l'antisémitisme, sans compter les forums de discussion et les blogs qui diffusent leurs références et leurs textes dans les principaux réseaux sociaux.

³⁹ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 63.

⁴⁰ Rapport du Service de protection de la communauté juive <http://www.antisemitisme.fr/dl/2014-FR.pdf>, p. 21.

⁴¹ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 46-47.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

En **Hongrie**, le parti fasciste Jobbik «ne cherche pas à cacher son vrai visage. Lors d'une manifestation en face de l'ambassade d'Israël en novembre 2012, le chef du parti, Gabor Vona, a déclaré qu'«Israël exploite le plus grand camp de concentration du monde⁴⁴».

Le quotidien *El Mundo* a publié en novembre 2012 un article d'Antonio Gala affirmant que les Juifs étaient «davantage une race (?!) qu'un peuple» et comparant le gouvernement israélien aux nazis.

– **La propagande de la gauche antisioniste prend une direction plus en plus antisémite** comme en témoignent à la fois les analyses de la gauche et de l'extrême gauche et les alliances politiques nouées avec des groupes d'extrême droite islamistes (Frères musulmans, Participation et Spiritualité musulmane⁴⁵, etc.) qui conduisent à des slogans antisémites dans des «manifestations pro-palestiniennes en Europe, chaque fois que l'armée israélienne attaque la bande de Gaza, lors des deux Intifada, etc.

Selon une étude réalisée à l'Université technique de Berlin, 60% des 14 000 messages, lettres et courriels de haine reçus par l'ambassade d'Israël à Berlin et le Conseil central des Juifs d'Allemagne ont été envoyés par des Allemands instruits y compris des professeurs d'université et des prêtres, et seulement 3% provenaient d'extrémistes de droite⁴⁶;

– **Les partis d'extrême droite et nationaux-populistes européens ont libéré l'expression des sentiments xénophobes et racistes ainsi que des préjugés antisémites** (avec un langage codé ou pas – lorsque le judéocide est nié ou tourné en «dérision»).

En **Hongrie**, le Jobbik, troisième plus grand parti du pays, a obtenu 17% des voix. Il dispose d'une milice, la Garde hongroise, qui attaque régulièrement les Roms et est inspirée par le Parti des Croix Fléchées qui a participé à l'extermination de 530 000 juifs hongrois. Il utilise l'antisémitisme, y compris en ressortant des accusations de meurtres rituels non élucidés au XIX^e siècle⁴⁷, comme l'un de leurs députés (Zsolt Baráth) l'a fait en avril 2012. En 2012, Marton Gyongyosi, un parlementaire du Jobbik, «a appelé les autorités à dresser une liste des Juifs hongrois, en particulier ceux qui font partie du Parlement et du gouvernement, car ils représentent, selon lui, un "risque pour la sécurité nationale"⁴⁸».

L'exemple d'Aube dorée en **Grèce** est très connu: en juin 2012, ce parti fasciste a remporté 18 sièges au parlement grec. «Le 7 février, Ioannis Lagos, député d'Aube dorée, a demandé au Parlement de supprimer la Journée internationale du souvenir de l'Holocauste le 27 janvier, et de réviser l'enseignement de l'Holocauste dans les écoles grecques. À la mi-mai 2013, le député Papas d'Aube dorée a réaffirmé son admiration pour Hitler et le national-socialisme, au cours d'une session du Parlement. Plus tard, durant la même semaine, un autre représentant d'Aube dorée a été expulsé du parlement et des cris de "Heil Hitler" ont retenti dans la Chambre des députés. (...) Nikos Michaloliakos, dirigeant d'Aube dorée, a publiquement nié à plusieurs reprises l'existence de l'Holocauste, au printemps 2012, quelques semaines avant les élections. (...) En juillet 2013, lors d'une fête de charité et d'une distribution de colis alimentaires en présence de plus de 2 000 personnes (dont on avait vérifié au préalable les cartes d'identité afin d'exclure les non-Grecs) on a pu entendre le Horst Wessel Lied, l'hymne du parti nazi⁴⁹».

Comme l'a remarqué le Réseau européen contre le racisme (ENAR) en janvier 2015 : «Il existe une dichotomie entre, d'un côté, la Hongrie et la Grèce, où le niveau d'activité des antisémites et des néo-nazis est élevé, mais où la violence physique est faible ; et, de l'autre, des pays comme la France et la Belgique où l'antisémitisme est beaucoup moins acceptable socialement, mais la violence plus fréquente⁵⁰».

– **Les Juifs ont tendance à dissimuler leurs signes religieux «ostensibles», à éviter de circuler dans certains quartiers, voire à ne plus fréquenter des lieux «juifs» selon l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA).**

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Participation et spiritualité musulmane (PSM) est une organisation réactionnaire qui fricote en France avec le mouvement de la Manif pour tous et est liée au mouvement islamiste marocain Al Adl Wal Ihsane.

⁴⁶ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 46.

⁴⁷ On trouvera les détails de cette affaire dans un article en anglais : <https://thecontrarianhungarian.wordpress.com/2012/04/04/jobbik-mp-advances-blood-libel-claim-in-hungarian-parliament/>

⁴⁸ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 46

⁴⁹ *Ibid.*, p. 47.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 41-42.

«Un rapport publié par le FRA, en 2013, a montré que 49 % des Juifs en Suède ne portaient pas de symboles juifs, comme une kippa ou un pendentif avec l'étoile de David, voire évitaient même de se rendre dans des centres communautaires, synagogues ou cimetières juifs parce qu'ils avaient peur d'éventuels incidents antisémites. La moyenne de l'UE est de 20 %, selon le rapport⁵¹.»

En **Allemagne**, «63 % des personnes interrogées dans le rapport du FRA sur la perception juive de l'antisémitisme, évitent de porter, de transporter ou d'afficher tout ce qui pourrait suggérer qu'ils sont Juifs⁵².»

Dans de nombreux pays, **une fraction significative de la jeunesse juive a quitté le système éducatif public** pour étudier dans des écoles juives, voire catholiques, parce que ces élèves craignent d'être victimes d'intimidation ou de harcèlement à l'école en raison de leurs croyances religieuses. Au Royaume-Uni, 60% des jeunes Juifs étudient dans des écoles confessionnelles⁵³. En France, le nombre d'élèves qui étudient dans des écoles confessionnelles juives a explosé: de 8 000 en 1978 à 30 000 aujourd'hui, ce qui représente 26% de la jeunesse française juive.

Pour équilibrer un peu ce constat, il faut aussi signaler que, au moins en France, on constate un regain d'intérêt pour le judaïsme. En partie à cause de la gauche qui a su s'aliéner les sympathies de beaucoup de Juifs particulièrement depuis la guerre des Six Jours (1967), et en partie à cause des effets de la crise économique mondiale, les positions identitaires (ce que la droite appelle le «communautarisme», mais qui est un phénomène beaucoup plus vaste et dépasse les clivages droite/gauche) ont considérablement augmenté et influencent tous les croyants en Europe, y compris les musulmans et les juifs. Des Juifs qui, il y a quarante ans, ne se seraient pas été intéressés à la religion juive redécouvrent leurs «racines», exactement comme les enfants d'immigrés musulmans. Ce phénomène a renforcé les tendances conservatrices des «communautés» juives; par conséquent, les juifs les plus obscurantistes ne veulent pas envoyer leurs enfants dans des écoles non confessionnelles, ce qui peut expliquer aussi pourquoi le nombre d'élèves juifs diminue dans les écoles publiques en France aujourd'hui.

Si l'on compare les discriminations sociales qui touchent les musulmans et les juifs en Europe, il est évident que les Juifs sont sans doute moins touchés par un racisme ouvert, institutionnalisé, dans l'emploi et l'éducation que les musulmans, étant donné leur présence séculaire sur ce continent. Comme un représentant de l'UEJF l'a déclaré à Amnesty International «*l'antisémitisme en France ne se manifest[e] pas essentiellement par la discrimination en matière d'emploi ou l'accès à des services, mais plutôt par des attaques verbales ou physiques ou des menaces contre des Juifs ou des personnes perçues comme telles*⁵⁴.»

Les Juifs européens n'ont pas besoin d'apprendre la langue, ce que doivent faire la plupart des migrants, musulmans ou pas ; ils peuvent aider leurs enfants à faire leurs devoirs et les conseiller dans leurs stratégies scolaires (y compris en les poussant à quitter l'enseignement public pour le privé afin de faciliter leurs possibilités d'ascension sociale dans des sociétés fondées sur la «méritocratie» scolaire); l'expérience historique et la transmission de cette expérience leur ont appris comment survivre dans une société hostile ou étrangère; ils ne manquent pas de lieux de culte pour prier; leurs capacités d'adaptation ont été testées par des siècles de luttes et de persécutions; l'Union européenne valorise la lutte contre l'antisémitisme et le négationnisme (la reconnaissance de «l'islamophobie» est beaucoup plus récente).

Les musulmans étant nés et ayant vécu jusqu'à l'âge adulte dans d'autres continents avant d'émigrer n'ont pas encore acquis cette expérience vitale, et il leur faudra beaucoup de temps pour l'acquérir et obliger les différentes administrations à respecter leurs droits élémentaires. Néanmoins, en dépit de tous ces «avantages» (si on peut appeler ainsi le fait d'avoir survécu à des siècles de persécutions sanglantes et à un judéocide), les Juifs sont toujours une cible pour les frustrations sociales dans toute l'Europe.

Comme l'explique Moishe Postone dans une interview à *Solidarity* traduite en français par nos soins [réf. 28], l'antisémitisme a une fonction sociale spécifique dans le capitalisme – et dans l'idéologie et les mouvements anticapitalistes – fonction que de nombreux intellectuels de gauche et militants d'extrême gauche ou anarchistes nient avec véhémence.

⁵¹ *European Network Against Racism briefs*, January 2015.

⁵² *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 31.

⁵³ Selon Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, *op. cit.*, «face à la montée de l'antisémitisme dans les années 1930, des établissements confessionnels pour la communauté juive [virent] le jour» en Angleterre, donc cette attitude des Juifs est plutôt un mauvais signe pour apprécier la situation actuelle.

⁵⁴ *Choix et préjugés*, *op. cit.*, p. 26.

Même si de nombreux spécialistes et militants antiracistes affirment que l'ancien antijudaïsme religieux⁵⁵ et l'ancien antisémitisme racial auraient presque disparu et que le «nouvel antisémitisme» (ou la nouvelle «judéophobie») serait juste une réaction regrettable, mais compréhensible, contre les crimes de guerre israéliens, d'autres chercheurs en sciences sociales défendent des analyses plus réalistes. Ils sont généralement qualifiés de «néo-conservateurs» dès qu'ils ouvrent la bouche ou prennent la plume⁵⁶ car, malheureusement, la plupart d'entre eux défendent de façon acritique, voire avec une insigne mauvaise foi, toutes les décisions des gouvernements israéliens !

IV. France: un pionnier de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans

La France a toujours été très «créative» en matière de théories antisémites et racistes, théories qui ont été recyclées dans le champ politique. Même si son interprétation sur le rôle décisif des idéologues français dans la naissance du fascisme est très controversée, l'historien Zeev Sternhell a décrit en détail le rôle de l'extrême droite et de la gauche antisémites. D'Edouard Drumont, promoteur d'un «socialisme national» aux historiens (Taine et Renan) qui promurent la notion de race, à la fin du XIX^e siècle ; de l'idéologue fasciste Alain Soral (qui se proclame lui-même «national-socialiste» et se montre très actif sur le Net comme dans la vraie vie) au «comique» très populaire Dieudonné⁵⁷.

Des opinions hostiles au judaïsme exprimées par certains penseurs des Lumières comme Voltaire et Diderot (bien qu'on ne puisse réduire leur contribution philosophique à cet aspect sinistre), à des romanciers français comme Louis-Ferdinand Céline (fervent collaborateur pro-nazi), Renaud Camus, défenseur actuel de la pseudo-théorie du «grand remplacement» (très proche des théoriciens paranoïaques de l'Eurabia comme Bat Yeor), la France a produit un nombre impressionnant de propagandistes antisémites influents.

Et en ce qui concerne le racisme anti-Arabes, anti-Africains ou antimusulmans, on peut citer de nombreux noms célèbres, des penseurs des Lumières comme Voltaire et Diderot aux romanciers du XX^e siècle: Jean Raspail (très prisé à l'extrême droite) ; Michel Houellebecq (qui considérait l'islam comme «*la religion la plus stupide du monde*»... avant d'avoir lu le Coran et d'écrire un roman dans lequel un islamiste est élu président de la République) ; et Richard Millet (qui a écrit deux essais pour expliquer les meurtres d'Anders Breivik à Oslo : selon lui, ces 70 assassinats seraient «*un signe désespéré, et*

⁵⁵ Cela ne semble pas vraiment s'appliquer en Espagne, notamment «*au cours de la Semaine Sainte, où l'antisémitisme à motivation religieuse connaît traditionnellement un regain de vigueur*». «*Une coutume liée à la Semaine Sainte s'appelle "matar judíos" (tuer des Juifs). Elle existe encore dans certaines régions espagnoles, sous différentes variantes, dont l'une consiste à boire un verre de vin le vendredi saint, une autre est de faire du bruit dans une église plongée dans l'obscurité, le tout pour symboliser la mort des coupables de l'assassinat de Jésus. Une autre cérémonie populaire est organisée pendant le carnaval en Estrémadure. A cette occasion, on prépare une poupée de paille qui est présentée et portée autour du village avant d'être jugée, condamnée et exécutée dans diverses cérémonies. La poupée représente un Juif qui, selon la tradition, aurait jadis vécu dans la région. La "condamnation" de la poupée symbolise la condamnation générale du judaïsme. Le répertoire des chansons chantées à cette occasion est également fortement antisémite.*» (Anna Menny, "Antisemitism in Spain: A Religion-based Anti-Judaism", 2013 www.jmberlin.de/antisemitism-today.)

⁵⁶ Cf. les publications du [Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism](http://www.vidal-sassoon.org/) et sa (défunte) revue *Antisemitism International* ; celles de l'*Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy (ISGAP)* ; les livres de Robert Wistrich (particulièrement *From Ambivalence to Betrayal: The Left, the Jews, and Israel*, seules les 400 premières pages sont intéressantes, les autres c'est du Taguieff, donc on peut lire le même type d'analyses en français) ; *D.J. Goldhagen (The Devil That Never Dies: The Rise and Threat of Global Antisemitism)* et d'autres auteurs réactionnaires ou «modérés» qui participent aux congrès internationaux sur l'antisémitisme, où les universitaires marxistes ou libertaires sont terriblement absents.

⁵⁷ Dieudonné poste régulièrement des vidéos sur youtube et elles bénéficient d'une grande audience, y compris celle où il déclare que «*les gros escrocs de la planète sont tous des juifs*», fait allusion aux chambres à gaz à propos du journaliste Patrick Cohen, ou son spectacle de 2008 au Zénith durant lequel il invita Robert Faurisson. Il a d'ailleurs réalisé plusieurs «sketches» avec son ami sur l'Holocauste ; l'un d'eux par exemple a été vu 193 000 fois ; le vieux négationniste interprète le rôle d'un Juif et se moque de Simon Wiesenthal et de sa traque des nazis. Dieudonné a prêté son théâtre aux Neturei Karta pour une conférence de presse «antisioniste» en 2010 (590 000 visiteurs), son interview à la télévision iranienne a été vue 144 000 fois, etc. On a donc affaire à un politicien, et non à simple «amuseur» qui ferait des blagues «provocatrices» et d'un «goût douteux».

désespérant, de la sous-estimation par l'Europe des ravages du multiculturalisme» ! Ses actes seraient «au mieux une manifestation dérisoire de l'instinct de survie civilisationnel». Et encore : «Dans cette décadence, Breivik est sans doute ce que méritait la Norvège, et ce qui attend nos sociétés qui ne cessent de s'aveugler pour mieux se renier.» Difficile d'écrire des phrases plus abjectes...

La France se trouve également dans une situation exceptionnelle en Europe parce que c'est le pays qui abrite les plus importantes populations juives et musulmanes.

Les Juifs ont été ciblés en tant que tels par des groupes terroristes, à plusieurs reprises, en France, au cours des quarante dernières années:

– Quatre personnes furent tuées et 46 blessées par une bombe déposée en face de la synagogue de la rue Copernic à Paris, le 3 octobre 1980, probablement par le FPLP-SC de Wadie Haddad;

– Six personnes furent tuées et 22 blessées à Paris, le 9 août 1982, par un commando pro-palestinien qui attaqua le restaurant Goldenberg;

– À Toulouse, le 19 mars 2012, trois enfants juifs et un adulte furent tués par Mohamed Merah, un islamo-terroriste français,

– Et à Paris, dans un supermarché casher, le 9 janvier 2015, Amedy Coulibaly, un djihadiste français, a tué quatre clients juifs et menacé d'en tuer davantage avant d'être lui-même abattu par les flics.

Nous pouvons ajouter à cette liste un crime non politique, mais certainement antisémite malgré les dénégations de la gauche antisioniste et de l'extrême gauche⁵⁸, les 23 jours de torture et la mort, le 13 février 2006 d'Ilan Halimi, vendeur dans une boutique de téléphones portables, kidnappé parce que ses ravisseurs étaient persuadés que «les Juifs ont de la tune».

Si nous comparons l'antisémitisme et le racisme antimusulmans dans leurs conséquences les plus meurtrières, il n'y a pas eu, en France, de groupe politique promouvant publiquement l'assassinat de «musulmans». Mais, certaines années, le nombre de meurtres racistes visant des «Arabes» a atteint des sommets impressionnants. La plupart du temps, ces assassinats étaient et sont liés à ce que les flics appellent des «bavures», crimes pour lesquels il est souvent impossible de dire s'ils sont motivés par le racisme, la xénophobie, la haine de la religion musulmane ou une combinaison de ces trois fléaux.

Dans le passé, quand les autorités consentaient à reconnaître son existence, cette violence n'était pas étiquetée comme «islamophobe», mais comme raciste parce que l'Islam n'était pas la principale cible officielle des criminels. Mais surtout parce que les autorités françaises refusaient d'admettre que «le racisme antimusulmans» (ce que la pensée identitaire dominante et les gauchistes appellent «l'islamophobie») puissent exister dans la merveilleuse «patrie des droits de l'homme». C'est seulement depuis 2009 que la police établit une distinction entre les délits et crimes antimusulmans et les autres crimes de haine.

Si l'on compare les chiffres fournis par le ministre français de l'Intérieur, les organisations juives et musulmanes, personne ne peut nier sérieusement que l'antisémitisme et le racisme antimusulmans croissent en France. **Néanmoins, le nombre d'actes antisémites est beaucoup plus important que les actes antimusulmans, puisque les Juifs sont de quatre à dix fois moins nombreux que les «musulmans» en France.**

Selon le rapport 2014 du SPCJ, les actes antisémites enregistrés en France ont augmenté constamment de 1998 à aujourd'hui, avec des pics à 974 en 2004 et autour de 400/600 dans les années plus «tranquilles». Parallèlement, les actes et menaces racistes et xénophobes (qui incluent ceux qui touchent les «musulmans») n'ont également cessé de croître : par exemple, on a relevé 117 actes et menaces racistes et xénophobes en 1998 et 595 en 2004; 75 menaces et actes antisémites en 1998 et 970 en 2004.

V. L'antisémitisme et le racisme antimusulmans vus par la gauche et l'extrême gauche

L'antisémitisme et le racisme antimusulmans ont connu un développement parallèle. Habituellement, quand la gauche daigne admettre du bout des lèvres son existence, elle lie l'antisémitisme à la colère contre les crimes de guerre israéliens ; et elle lie le racisme antimusulmans aux conséquences

⁵⁸ A l'époque, les trotskistes de la LCR ainsi que plusieurs groupes antiracistes et antisionistes (dont l'UJFP) préférèrent réduire ce meurtre à un simple «fait divers» plutôt que de le qualifier d'antisémite. Le fait que le dirigeant de cette bande ait prétendu être «musulman» et que ses complices venaient d'un milieu populaire poussèrent la gauche à minimiser la nature raciste anti-juive de ce kidnapping. Cf. [réf. 29].

médiatiques de la révolution iranienne de 1979 et aux attentats meurtriers du 11 Septembre⁵⁹. De toute évidence, les deux phénomènes ont des racines complexes, qui sont également liées aux tentatives des puissances européennes de dominer le reste du monde, des croisades médiévales aux conquêtes coloniales et aux guerres néocoloniales.

D'un côté comme de l'autre, les polémiques font rage parmi les spécialistes des sciences sociales, polémiques souvent mues par des arrière-pensées politiques. Les «sionistes» les plus extrémistes, les partisans de la théorie du «conflit des civilisations» et les djihadistes internationalistes d'al-Qaïda à Daesh, partagent tous les mêmes prémices : ce sont les religions qui mènent le monde et la guerre entre elles ne finira jamais. Chaque communauté religieuse tente d'attirer l'attention de l'opinion publique et des gouvernements: les juifs affirment que l'antisémitisme croît régulièrement et les musulmans que l'islamophobie grandit sans cesse.

Cette dynamique absurde cherche à nous pousser à **choisir l'un des deux fléaux pour nier l'existence de l'autre**. Face à cette alternative catastrophique, l'extrême gauche européenne s'est montrée évidemment beaucoup plus intéressée par la dénonciation du racisme antimusulmans que par celle de l'antisémitisme.

Cette attitude dilatoire repose sur plusieurs arguments très faibles, reflétant la mauvaise foi ou une ignorance historique abyssale:

– Généralement, les militants d'extrême gauche expliquent que l'antisémitisme n'existe pas, qu'il n'est qu'un phénomène marginal, limité à des petits groupes d'extrême droite (Aube Dorée en Grèce, les néo-nazis allemands, etc.). Ou alors, comme l'universitaire palestinien Joseph Massad qui s'inspire d'Edward Saïd, ils font valoir que le terme serait «*anachronique et anhistorique*», «*dans la mesure où les principales victimes actuelles de l'antisémitisme sont les Arabes et les musulmans. L'“antisémitisme” n'est plus la haine et la discrimination des Juifs en tant que groupe religieux ou ethnique (...)*». Il «*s'est métamorphosé en un phénomène plus insidieux*» ; «*le transfert de l'animosité populaire antisémite du Juif à l'Arabe s'est opéré en douceur, puisque la cible était essentiellement la même*⁶⁰».

Derrière cet argument de la parenté extrême entre juifs et musulmans, on trouve la volonté de dissimuler le caractère discriminatoire du statut de *dhimmi* en Islam et le fait que la religion musulmane considère les juifs comme des «traîtres» qui ont falsifié le message reçu de Dieu par Abraham et Moïse. Un universitaire comme Gil Anidjar⁶¹ (non traduit en français mais cité comme une référence incontournable par les spécialistes de l'«islamophobie») présente en effet le juif comme l'ennemi interne originel de l'Occident chrétien et le musulman comme son ennemi externe originel. Bien sûr, cette hypothèse contient un grain de vérité. Mais c'est surtout une version bien commode qui permet d'effacer quatorze siècles de discriminations, de racket et de pogroms dans les pays arabo-musulmans et l'expulsion de 900 000 Juifs de ces pays après la création d'Israël. Cela permet en plus d'en rejeter la faute sur l'«Occident chrétien» tout en dissimulant l'antijudaïsme musulman et l'antisémitisme importé d'Europe qui a influencé les mouvements liés au nationalisme arabe et à l'islam politique.

– Lorsque des militants d'extrême-gauche daignent reconnaître l'existence d'un antisémitisme manipulé par les partis nationaux-populistes de masse (comme le Jobbik en Hongrie ou le Front national en France), ils ont tendance à dire que cet antisémitisme est de toute façon secondaire parce que ces partis nationaux-populistes seraient plus «anti-arabes» et «antimusulmans», qu'anti-Juifs.

A l'appui de cette thèse, ils citent les noms de quelques réactionnaires, intellectuels juifs et dirigeants de la communauté juive, qui blanchissent l'image antisémite de ces partis ou alors ils invoquent les bonnes relations entre l'extrême droite israélienne et les nationaux-populistes européens : rencontre entre Avigdor Liberman et Geert Wilders du PVV en 2010 ; soutien du rabbin Nachum Schiffren du Tea Party

⁵⁹ Si l'on en croit Amnesty International, «*des études montrent que les représentations négatives des musulmans existaient en Europe avant 2001. Les Européens étaient, par exemple, en moyenne plus nombreux à ne pas vouloir de musulmans pour voisins qu'à ne pas vouloir de migrants pour voisins. Le malaise apparaissait particulièrement répandu en Belgique, en Bulgarie, en Estonie, en Finlande, en Grèce, en Lituanie, à Malte et en Roumanie*». (Choix et préjugés. *La discrimination à l'égard des musulmans en Europe*, op. cit., p. 8).

⁶⁰ Cité par Esther Webman «Arab Reactions to Combating Antisemitism», *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 31.

⁶¹ Gil Anidjar, *The Jew, the Arab. A History of the Enemy*, Stanford University Press, 2003. Une thèse similaire est développée par Matti Bunzl pour expliquer le rôle de l'«islamophobie» dans la construction de l'Union européenne. Cf. *Anti-Semitism and Islamophobia hatreds old and new in Europe*, Prickly Paradigm Press, Chicago, 2007.

ou du Bloc Identitaire français à l'English Defence League qui manifeste avec des drapeaux... israéliens ; voyage de députés du FPO autrichien (H.C. Strache et Andreas Mölzer, éditeur de livres négationnistes), de dirigeants du Vlaams Belang belge (Filip de Winter) et des Démocrates suédois pour rencontrer des colons et des politiciens israéliens en novembre 2010; le tout avec la bénédiction de l'intellectuel extrémiste et raciste Hillel Weiss et d'Ayoub Kara du Likoud qui défendent Marine Le Pen⁶².

Les manœuvres des partis nationaux-populistes ne trompent que les gauchistes qui ne comprennent pas la fonction essentielle de l'antisémitisme dans la critique mystificatrice du capitalisme défendue par l'extrême droite fasciste ou fascisante.

Certains Français juifs sont tentés par le vote Le Pen, mais leur peur de l'islamisme les pousse dans une direction suicidaire. En effet, si la cible principale du FN et des nationaux-populistes européens semble être aujourd'hui les «immigrés», les «Arabes» et les «musulmans», dans le cas où le FN parviendrait au pouvoir, les Juifs auraient bien tort de croire qu'ils seront épargnés car leurs noms seraient rapidement ajoutés à la liste des cibles politiques de l'extrême droite – comme c'est déjà le cas en Hongrie avec le Jobbik.

– Lorsque des slogans antisémites sont criés ou que des agressions antisémites se produisent lors de manifestations «pro-palestiniennes», comme à l'été 2014, les militants d'extrême gauche ont tendance à accuser des «provocateurs de la police» ou une minorité de «dingues», de «marginiaux» ou d'«illuminés». Certes, ils pensent que ce «vestige» de l'ancien antisémitisme est néfaste, mais en même temps ils jugent qu'il représente une réaction compréhensible face aux crimes de guerre israéliens.

Certains propagandistes, comme Mme Houria Bouteldja⁶³, porte-parole des Indigènes de la République, qui est invitée dans toutes sortes de réunions anticapitalistes en France ou en Europe, considère même que l'antisémitisme pourrait avoir un «*rôle progressif*» (sic) et à cet effet elle a déformé une citation de C.L.R. James (plus précisément d'une résolution du Workers Party)⁶⁴.

– Dernier point, mais non le moindre, Mme Houria Bouteldja (ainsi que de nombreux militants de gauche) refuse que les luttes contre l'antisémitisme et le racisme antimusulmans soient menées conjointement.

Seulement deux mois après que quatre Juifs ont été assassinés dans un supermarché casher parisien, elle a tranquillement déclaré que les gouvernements français avaient une «politique philosémitisme⁶⁵» depuis 1945 – elle devrait savoir – ou plutôt elle sait bien – que «philo-sémitisme» et «philo-sémitisme» sont des mots codés pour désigner les non-Juifs-manipulés-par-les-Juifs, depuis l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, dans les milieux d'extrême droite. Ou alors pense-t-elle comme Raymond Barre «*que le lobby juif – pas seulement en ce qui me concerne – est capable de monter des opérations qui sont indignes*» (le 1^{er} mars 2007 sur France Culture) ?

Pour cette militante qui prétend «politiser l'antiracisme» (?!), «*les Juifs*» (sic) seraient utilisés par l'Etat français depuis la Libération⁶⁶ pour «*devenir la bonne conscience blanche et faire de la Shoah une nouvelle religion civile*», pour dissimuler «*la mémoire de la traite négrière*», «*la mémoire coloniale*», «*la*

⁶² Cf. http://www.dailymotion.com/video/xjog5x_extreme-droite-europeenne-pro-israelienne_news

⁶³ En 2014, elle a reçu le prix de la lutte contre l'islamophobie décerné par la Commission islamique des droits humains (Islamic Human Rights Commission). Cette organisation a décerné à *Charlie Hebdo* le prix de «l'islamophobe de l'année», le 7 mars 2015, deux mois à peine après le massacre du 7 janvier : «*Les prix de l'islamophobie sont désormais connus pour être des traits d'ironie lancés contre ceux qui dans la vie publique ont commis ou perpétué des actes de haine contre les musulmans et leur foi. (...) Si les gens pensent que les musulmans doivent être soumis à la satire, alors pourquoi les musulmans ne pourraient-ils pas s'y mettre eux aussi ? (...) Nous avons un sens de l'humour et nous pouvons riposter.*» (<http://www.independent.co.uk/news/world/europe/charlie-hebdo-murdered-staff-given-islamophobe-of-the-year-award-10100317.html>) Sans commentaires. Sur les Indigènes de la République cf. [réf. 30].

⁶⁴ «Dieudonné au prisme de la gauche blanche ou comment penser l'internationalisme domestique ?» La citation manipulée de C.L.R. James se trouve à la fin de ce texte. Cf. ma critique [réf. 31].

⁶⁵ «Racisme (s) et philosémitisme d'Etat ou comment politiser l'antiracisme en France ?» <http://indigenes-republique.fr/racisme-s-et-philosemitisme-detat-ou-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/> Cf. ma critique [réf. 32].

⁶⁶ Dans une autre intervention de 2012 où elle répond au CRIF «Le démon antisémitisme» (<https://www.youtube.com/watch?v=4iKUIHMx2j0>) elle faisait remonter le ressentiment des «Arabes» contre les Juifs au décret Crémieux (1870), à la cinquième minute de cette vidéo... Sur ce point, elle est vigoureusement approuvée par Alain Soral dans une vidéo sur le même sujet.

mémoire du génocide des Tziganes» ; cela nourrirait, selon elle, le «ressentiment envers les Juifs vus, à juste titre, comme les enfants chéris de la République. C'est ici la première source de l'hostilité de la part des sujets postcoloniaux⁶⁷ envers les Juifs.»

Évidemment, dans ce texte où elle recycle le vieux langage codé de l'extrême droite française (l'accusation de philo-sémitisme) et le mélange avec des concepts à la mode empruntés aux études postcoloniales et subalternes, Mme Bouteldja n'oublie pas de blâmer «les Juifs» qui seraient devenus «les porte-parole du monde occidental ou plus exactement – pour utiliser une métaphore ses “tirailleurs sénégalais”, en particulier au moyen d'un autre Etat-nation colonial: Israël, dont la mission est d'assurer les intérêts du monde occidental dans le monde arabe». En dehors de ces arguments ultraréactionnaires, elle nous dépeint une image absolument fautive de la gauche française qui, selon elle, aurait été façonnée et fascinée par la mémoire du judéocide. Mme Bouteldja ignore totalement la manière dont les partis staliniens, la Russie «soviétique» et les «démocraties populaires» ont obligé les Juifs, après 1945, à être enrôlés comme des victimes du fascisme et non comme des victimes de l'antisémitisme.

Et cela fut évidemment valable en France dès la Libération. Comme l'indique le site Mémorial de la Shoah qui est aussi celui du CDJC, dans un article intitulé «Les débuts de la construction de la mémoire de la déportation en France»: «Le 6 août et le 9 septembre 1948, deux lois sont votées fixant respectivement les statuts des «déportés et internés de la résistance» puis des «déportés et internés politiques». Les députés entérinent donc le principe d'une différence de statuts entre les groupes de rapatriés. Ces lois instaurent, nolens volens, notamment par l'attribution des décorations, une hiérarchie entre les différentes catégories de rentrants. Sans être nommés dans le texte de loi, les Juifs sont implicitement rattachés à la catégorie des «politiques», qui rassemble, en fait, la masse des victimes de l'arbitraire nazi et vichyste. À ne pas vouloir reprendre les catégories de l'opresseur, le législateur contribue à l'éclipse de la mémoire du génocide juif.»

Mme Bouteldja ignore à quel point cette vision stalinienne (et même stalino-gaulliste en France) de la question juive (et son sous-texte globalement antisémite comme en témoigne l'histoire des pays du bloc de l'Est) a modelé l'antiracisme européen. Avec de telles lunettes, elle serait bien incapable d'expliquer, par exemple, pourquoi le MRAP (organisation dominée à l'époque par le PCF) a éliminé l'antisémitisme de son sigle en 1977, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix devenant désormais Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Et pourquoi cette suppression n'a suscité que très peu de débats... On est donc loin du «philo-sémitisme» imaginaire de la gauche française qu'invoque Mme Houria Bouteldja pour justifier son soutien à l'antisémitisme «progressif» des dominés «postcoloniaux», qu'elle prétend abusivement représenter.

Pour être honnête, cette tendance à sous-estimer l'importance de l'antisémitisme moderne a souvent été présente, sous une forme plus ou moins consciente, dans les groupes trotskistes, comme le montre le silence étonnant d'Ernest Mandel. Son biographe, Jan Willem Stutje⁶⁸, rappelle que Mandel, qui fut lui-même déporté par les nazis et échappa par deux fois à leurs mains sanglantes, a écrit des centaines d'articles et une vingtaine de livres, mais qu'il ne s'est penché qu'à **deux reprises, en quarante ans**, sur le judéocide, une fois dans un article de 1946 et une autre dans son livre *The Meaning of the Second World War* en 1986!

Évidemment Ernest Mandel a connu les ravages de l'antisémitisme jusque dans sa propre chair, mais, comme beaucoup de militants trotskistes, ou «communistes» (spécialement quand ils avaient des parents juifs), il pensait que la lutte contre le capitalisme, l'impérialisme, le colonialisme et le fascisme était plus essentielle que le fait de souligner l'importance du judéocide.

Parce que ce travail de transmission fondamental n'a pas été effectué par la gauche «révolutionnaire» pendant des décennies, et qu'il a été mené, pour des raisons purement opportunistes, par les gouvernements américains et européens, nous voyons maintenant à quel point les nouvelles générations de militants occidentaux (pour ne pas parler des militants latino-américains dont cela n'a jamais fait partie de la culture politique) manquent d'une sensibilité et de connaissances élémentaires pour lutter contre l'antisémitisme. Ils pensent que tout cela est «du passé», et ne comprennent pas, par exemple, pourquoi l'«humour» fasciste d'un «comique» comme Dieudonné et ses «quenelles» (ce salut nazi inversé) doivent être dénoncés, et pourquoi ses spectacles auraient dû être boycottés depuis longtemps.

⁶⁷ On ne voit pas bien en quoi les «Tziganes» seraient des «sujets postcoloniaux» mais Mme Bouteldja ratisse large et ses connaissances historiques sont toujours faiblardes...

⁶⁸ Dans *Ernest Mandel: A Rebel Dream's Differed* (2009), p. 47-48 et 212-216.

Aujourd'hui, il est clair que, lorsque la gauche «radicale» donne la priorité à la lutte contre «l'islamophobie», elle essaie en fait d'é luder la question de «l'antisémitisme planétaire» (ou mondialisé [réf. 33]) qui mêle aujourd'hui diverses formes de l'antisémitisme et de l'antijudaïsme dans un cocktail mortel. Ce cocktail est très influent dans les médias sociaux, car chaque forme d'antisémitisme renforce les autres, grâce à la confusion et la désinformation mondiale générées par l'interconnexion mondiale de tous les idéologues réactionnaires sur le Web: antijudaïsme séculaire chrétien et musulman ; antisémitisme social médiéval dirigé contre certaines **petites minorités** au sein des communautés juives (usuriers, banquiers, commerçants), tandis que **la grande majorité des Juifs vivaient dans l'extrême pauvreté** (commis, colporteurs, employés, artisans, apprentis⁶⁹, etc.); athéisme européen du XVIII^e siècle qui puisa dans un antijudaïsme séculaire; antisémitisme racial pseudo-scientifique de la fin du XIX^e siècle ; antisémitisme nationaliste européen qui grandit avec la formation des Etats-nations sur le continent ; antisionisme anarchiste, socialiste et «communiste» aux accents parfois antisémites qui se sont développés lorsque l'influence du sionisme a grandi en Palestine avant la Seconde Guerre mondiale; antisémitisme racial et complotiste nazi; antisémitisme stalinien des démocraties populaires et de l'Union soviétique ; antisémitisme nationaliste du tiers monde influencé par le nazisme; antisionisme antisémite qui utilise les crimes de guerre d'Israël de guerre après 1948.

La «définition de travail» de l'Union européenne est rejetée par de nombreux spécialistes et militants de gauche. Par exemple, le marxiste Barrie Levine⁷⁰ explique qu'un travailleur social doit être un «agitateur» et lier les luttes contre toutes les formes de racisme. Mais, comme il nie la valeur de la définition précitée, il refuse d'envisager les limites de l'antisionisme et son contenu **potentiellement, mais pas automatiquement**, antisémite. Dans le même temps, comme il est beaucoup plus honnête que de nombreux tâcherons gauchistes, il décrit très clairement comment les intellectuels préoccupés par la lutte contre le racisme et la paranoïa antimusulmane ne mentionnent presque jamais l'antisémitisme comme si ce fléau se trouvait tout en bas de leur liste des priorités, voire en était absent.

La gauche dite radicale doit résoudre ses contradictions internes, ses hésitations quant à l'antisémitisme et fixer des limites précises à son antisionisme, sinon elle sera complètement contaminée par les idées de l'extrême droite, comme cela est déjà évident sur des dizaines de sites Web, listes de diffusion et forums. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître nos erreurs et mener une lutte claire contre toutes les formes de racisme, sans nier l'existence de l'un d'eux, sans hiérarchiser les différents racismes, et en comprenant les spécificités de chacun d'eux.

Y.C., le 4 avril 2015

⁶⁹ On doit malheureusement au trotskiste Abraham Léon une analyse de l'antisémitisme fort peu scientifique et fondée historiquement : *Une conception matérialiste de la question juive*, mais qui reste une référence pour de nombreux militants. Ceux qui le citent ignorent (ou «oublient» de mentionner) qu'il écrivit ce livre à vingt-cinq ans, non pas dans le confort douillet d'une bibliothèque ou d'un centre d'archives sur l'histoire juive, mais caché dans un grenier sous l'occupation nazie). Soixante-dix ans après l'écriture de cet ouvrage, on trouve encore des sociologues pour s'en réclamer à bien mauvais escient et propager la thèse fantaisiste selon laquelle que les communautés juives n'auraient été composées pendant des siècles, avant l'avènement du capitalisme, que de banquiers et de gros commerçants internationaux (cf. par exemple le chapitre «Antisémitisme et islamophobie» du livre d'Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le problème musulman*, La découverte, 2013, p. 177 -195.) et n'auraient connu aucune différenciation sociale interne. (On trouvera quelques éléments sur ces différences de classe au sein des communautés juives avant le XIX^e siècle dans la partie consacrée aux «Progrès de la recherche historique» : «Limites de l'antisionisme n° 1 : Un amalgame criminel», *NPNF* n° 1).

Hajjat et Mohammed n'ont visiblement pas pris la peine de lire les travaux effectués par des spécialistes **actuels** de l'histoire juive, comme par exemple les quatre tomes de *La société juive à travers l'histoire* (Fayard, 1992), recherches nettement moins dépassées que celles citées comme des références par les auteurs : Abraham Léon (1918 -1944), Hannah Arendt (1906-1975), Jules Isaac (1877-1963) et le théologien-historien-militant contre l'antisémitisme James Parkes (1896-1981), curieusement orthographié James Parks !

⁷⁰ «Anti-Semitism an antiracist social work», in Lavalette, M. and Penketh, L. (dir.) (2013) *Race, Racism and Social Work: Contemporary Issues and Debates*, 2013, Policy Press, p. 85-114.

ANNEXE 1: À propos des ambiguïtés de la notion de «l'islamophobie»

Cet article évite d'utiliser le mot «islamophobie» et préfère employer des expressions comme «la paranoïa antimusulmane»», le racisme «anti-Arabes», «anti-Africains» ou le «racisme antimusulmans» puisque Sacha Ismail en a proposé une définition pertinente (cf. p. 227).

Dans d'autres textes [pages 97 à 101 de ce numéro et réf. 34], j'ai déjà formulé certaines critiques vis-à-vis du terme «islamophobie» : d'une part, ce phénomène n'est pas une simple phobie (une peur), mais plutôt une paranoïa qui pose un problème beaucoup plus grave qu'une simple peur ; d'autre part, ce concept est manipulé par les islamistes et les 57 États de l'Organisation pour la Conférence islamique afin d'empêcher toute critique de l'islam politique mais aussi de la religion musulmane.

Cette annexe se limitera à souligner deux conséquences dangereuses du terme «islamophobie» dans la littérature dite savante (sociologique pour l'essentiel) et aussi par ricochet dans la propagande d'extrême gauche ou libertaire. La première concerne le refus de critiquer les religions et la seconde les dangers de la comparaison avec l'antisémitisme ou plutôt la sous-estimation de celui-ci.

I. Le terme d'islamophobie est utilisé par certains militants et spécialistes des sciences sociales qui refusent (implicitement le plus souvent, explicitement parfois) de critiquer la religion: par exemple, Clive D. Field⁷¹ considère le refus d'accepter l'établissements de tribunaux de la charia en Grande-Bretagne comme un préjugé «islamophobe»!

Olivier Esteves, lui, va beaucoup plus loin⁷². Dès la première ligne de son introduction (*De l'invisibilité à l'islamophobie. Les musulmans britanniques 1945-2010*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 21), il place en exergue une sourate banale du Coran sur la bienveillance d'Allah envers ceux qui ont subi l'épreuve de l'émigration, comme si ce texte religieux pouvait avoir la moindre pertinence pour analyser de façon scientifique la situation des «musulmans britanniques» au XX^e et XXI^e siècles ! Il s'auto-congratule en nous expliquant qu'on l'a méchamment accusé d'être un «islamogauchiste», mais qu'il se rassure : il n'est ni gauchiste, ni «islamo»-quelque-chose : il fait seulement partie de cette gauche théophile [réf. 35], ou théocompatible très complaisante envers les religions – notamment l'islam – et qui refuse de défendre une séparation stricte entre les Eglises et l'Etat au nom de la «liberté d'expression» des croyants dans l'espace public.

Deux poids deux mesures

Apparemment la ségrégation des sexes ne dérange pas Olivier Esteves, il ne s'interroge pas sur la «multiplication du nombre de mosquées souvent réservées aux hommes» (*op. cit.*, p. 93) ; il n'a rien à dire sur le fait qu'il est impossible «pour beaucoup de familles, d'avoir un enfant qui se marie avec un musulman d'une autre obédience, car cela est considéré comme une forme d'apostasie» (*op. cit.*, p. 97) ; il souhaite que les musulmans se démènent pour «construire des passerelles avec la majorité non musulmane», non pas pour lutter contre la domination et l'exploitation capitalistes mais pour que les «non-musulmans» s'initient «aux rituels principaux, aux ablutions et aux prières» !

Divisant l'humanité en deux catégories (les «musulmans» et les «non musulmans»), tout comme les chrétiens ou les hindouistes divisent l'humanité entre croyants et incroyants (ou mécréants), ce sociologue «oublie» qu'il existe dans le monde des dizaines, si ce n'est des centaines, de millions d'athées et d'agnostiques qui ne rentrent pas dans ces catégories théologiques, catégories qui n'ont rien à voir avec une démarche scientifique.

Mais ce n'est pas tout : il trouve positif de «relier madrasas et établissements scolaires» pour «montrer que madrasa ne veut rien dire d'autre qu'école coranique» ! Bien sûr, il souligne avec approbation le fait que «différentes universités ont signé des conventions avec des mosquées» ; il nous explique que «de nombreux musulmans sont pleinement conscients de tout ce qui les unit aux chrétiens» (l'épuration antichrétienne en cours au Proche-Orient et au Moyen-Orient confirme cette brillante analyse !) car «l'islam est né plusieurs siècles après le christianisme dont il s'inspire» (O. Esteves «oublie» de mentionner que, selon Mahomet, les chrétiens ont «trahi» les enseignements de Jésus Christ, tout comme les juifs ont «trahi» les enseignements des prophètes... sinon l'islam n'aurait pas de raison d'exister !) ; et prône le «respect mutuel de la diversité multiculturelle, ainsi que le commande le

⁷¹ «Revisiting Islamophobia in contemporary Britain, 2007-2010», in *Islamophobia in Western Europe and North America*, ed. Marc Helbling, Routledge, 2011.

⁷² Malgré toutes les critiques formulées dans les lignes qui suivent, son livre est un ouvrage indispensable pour comprendre la situation des musulmans en Grande-Bretagne.

Coran» ! J'ignorais que le statut inférieur des *dhimmi* en Islam annonçait le «multiculturalisme» moderne... Voilà une stupéfiante révélation !

O. Esteves considère que «*la liberté de provoquer ou d'insulter l'islam est grande – même si elle peut être risquée*» – on admirera l'euphémisme à moins qu'il s'agisse d'un trait d'humour noir. John Cleese, ex-membre des «Monty Python», a une formulation plus drôle : «*Lorsque des gens promettent de vous tuer si vous faites des blagues à leur propos, vous aurez tendance à réfréner votre envie de rire à leurs dépens, vous ne croyez pas ?*» Dommage que Cleese ne soit pas sociologue, au moins on rigolerait franchement en lisant ces livres sur «l'islamophobie» !

Après ces propos lénifiants sur l'islam, O. Esteves rappelle hypocritement que «*l'islamophobie ne doit pas empêcher la critique d'une ou des religions en général*», mais il se garde bien d'adresser une seule critique à l'islam, comme nous l'avons vu avec les citations précédentes et comme on pourra le constater en lisant l'ensemble de son livre.

De plus, ce prétendu partisan de la critique des religions tient absolument à **minimiser** l'existence de tribunaux islamiques en Angleterre. Son argumentaire pernicieux se déroule de la façon suivante :

– tout d'abord il explique que, puisqu'il existe des tribunaux juifs en Grande-Bretagne, il trouve normal que les musulmans aient eux aussi leurs tribunaux religieux (il ne lui vient pas à l'idée que l'on pourrait supprimer TOUS les tribunaux religieux, y compris le «séculaire Beth Din») ;

– ensuite il cite un certain nombre de témoignages positifs de musulmans qui ont réussi à divorcer d'abord religieusement, puis civilement (instances qui, selon lui, «*reposent entièrement sur la volonté également partagée de deux ou plusieurs parties de voir régler certains différends par une instance religieuse, notamment en matière de divorce, de problèmes liés à la propriété de biens immobiliers, etc.*», *op. cit.*, p. 254).

Certes, il reconnaît, timidement, que d'autres femmes n'ont pas réussi à faire reconnaître leurs droits : «*il serait abusif de considérer ces instances comme de véritables structures d'aide aux femmes musulmanes*» ; il ajoute même, audace suprême : «*il arrive que la culture patriarcale domine*», mais notre sociologue théophile se rassure aussitôt à bon compte («*ils ne sont pas parfaits, pas plus que les tribunaux civils britanniques*»), et aussi parce que le fonctionnement de ces tribunaux n'a pas été encore étudié par les spécialistes (conséquence : en attendant les découvertes mirifiques spécialistes des sciences sociales, les femmes musulmanes n'ont qu'à la fermer et subir la charia).

On verra, dans la partie suivante, que, à propos des *Versets sataniques*, Olivier Esteves continue son plaidoyer en faveur des interprétations les plus réactionnaires de l'islam.

La «blessure interculturelle» des *Versets sataniques*

Donnons la parole à un autre sociologue théocompatible : «*Lors des manifestations publiques autour de l'affaire Rushdie, on s'est très peu intéressé à la façon dont les musulmans ont perçu ce livre, dont ils ont été offensés et blessés*⁷³», écrit S. Vertovec, comme si la fatwa de Khomeiny contre Rushdie avait été une décision anecdotique...

Olivier Esteves, lui, non seulement s'est «intéressé» aux sentiments des musulmans, mais il **s'épanche** longuement sur le sujet : en effet, selon lui, de nombreux musulmans «*ont vécu la publication du roman de Rushdie et sa non-interdiction comme une insulte*» (*op. cit.*, p. 138). Sans prôner ouvertement l'interdiction de l'ouvrage de Rushdie (neutralité «scientifique» oblige ?), O. Esteves avance plusieurs arguments en sa faveur :

1) «*la possibilité d'une interdiction de l'œuvre n'était pas un souhait forcément irréalisable car, à une dizaine de reprises déjà, le législateur ou différents diffuseurs d'œuvres artistiques avaient retiré films, documentaires, écrit jugés offensants par tout ou partie d'une communauté religieuse. L'exemple le plus célèbre était aussi le plus récent ; la BBC avait refusé de programmer La Dernière Tentation du Christ de Martin Scorsese en 1988 et plusieurs cinémas avaient retiré le film de leur programmation*» (*op. cit.*, p. 141). Donc si l'on a bien compris les recommandations de notre sociologue, les chaînes de télévision françaises devraient suivre l'exemple de la BBC et déprogrammer tous les films qui choquent les catholiques, les protestants... ou les musulmans !

⁷³ Steven Vertovec, «Muslims, the State and the public sphere in Britain», in *Muslim communities in the new Europe*, Gerd Nonneman, Tim Niblock et Bogdan Szajkowski (dir.), Ithaca Press, 1997.

2) Sous prétexte de présenter «*deux visions incompatibles de la liberté*», il montre sa préférence pour celle qui «*cesse là où commence le sacré*», puisqu'il rappelle plusieurs fois qu'il existait à l'époque des *Versets sataniques* une loi contre le blasphème anti-chrétiens (il soutient donc en loucedé l'extension de la loi sur le blasphème et non sa suppression);

3) Il compare les *Versets sataniques* à une œuvre faisant l'apologie de Hitler (?) ou «*tenant des propos ouvertement antisémites*» (?), et n'oublie pas, bien sûr, de citer le «courageux» Chomsky défendant le fasciste Faurisson (Esteves a oublié de mentionner le négationniste et national-socialiste Vincent Reynouard, dont la «liberté d'expression» est elle aussi défendue par Chomsky), pour mieux accabler les défenseurs de Rushdie qui, eux, n'auraient pris aucun risque !

4) Il excuse l'autodafé des *Versets sataniques* par le «*silence médiatique presque complet autour des multiples – et parfois massives – manifestations de colère organisées jusqu'alors*» (*op. cit.*, p. 143) ;

5) Il explique que la «*majorité des musulmans*» s'opposaient à la fatwa de Khomeiny mais n'en apporte aucune preuve concluante (à part un sondage local, il ne nous cite aucune déclaration des associations musulmanes qui mobilisèrent contre Salman Rushdie) dans les vingt-deux pages de son chapitre consacré à cette «*blesseure interculturelle*»...

La surenchère pro-obscurantiste des sociologues

Non seulement certains sociologues partisans de la thèse de l'islamophobie présentent de façon biaisée, voire sous un jour favorable comme nous l'avons vu, les comportements et les initiatives réactionnaires d'une petite minorité de musulmans dans l'espace public, mais en plus ils vont jusqu'à devancer les revendications des plus rétrogrades d'entre eux.

C'est ainsi que le sociologue Ahe Sander écrit : «*Les Suédois doivent se rendre compte que la Suède va accueillir un nombre croissant d'individus et de groupes que l'on ne pourra pas fondre dans le creuset suédois, et dont les musulmans et les groupes islamiques offrent d'excellents exemples ; toute tentative de les assimiler par la force, de les couler dans le moule traditionnel suédois sera contre-productif car cela ne fera que les pousser à s'agréger plus fortement autour de leur religion et de leur ethnicité, ce qui – du point de vue des artisans de la forge nationale suédoise – aggravera encore le problème*⁷⁴.»

L'auteur reproche à juste titre l'intégration forcée que son Etat impose aux migrants, mais en même temps il ne comprend pas que «l'islam» n'est pas un bloc monolithique et qu'il est divisé en de nombreuses écoles de pensée. Il devrait pourtant savoir que les théologiens, notamment sunnites, n'ont jusqu'ici pas encore défini de façon précise le statut des minorités musulmanes en Europe, comme le reconnaît le cheikh Badawi, fondateur du Muslim College⁷⁵. Face à un flou certain, plutôt bienvenu d'un point de vue athée, **ce n'est pas aux sociologues dits «non musulmans» de rajouter encore une couche d'obscurantisme au nom de la «tolérance»**. Dans son article, Ahe Sander prend la peine de nous décrire en détail les opinions les plus réactionnaires, anti-laïques, des musulmans qu'il a rencontrés en Suède comme si ces opinions pouvaient représenter celles de tous les «musulmans» vivant dans son pays!

Selon lui, on devrait laisser les «dirigeants» les plus conservateurs des communautés musulmanes entretenir leurs propres «traditions collectives», comme si ces «traditions» ne menaçaient pas les libertés individuelles des citoyens musulmans qui vivent en Suède ! Et c'est ce qu'il appelle un «*juste équilibre entre l'équité et la liberté*»!

Face à des «communautés» imaginaires dont les représentants auto-proclamés veulent imposer une loi «traditionnelle» à leur groupe culturel et/ou religieux, nous ne pouvons détourner pudiquement les yeux et oublier la nécessité de défendre les droits démocratiques pour tous les travailleurs... y compris pour les musulmans.

Amnesty au secours de l'AKP contre les femmes turques

On peut observer les mêmes contradictions dans un rapport d'Amnesty International⁷⁶ d'avril 2012 : «*Les États doivent prendre des mesures pour protéger les femmes contre toute pression ou contrainte exercée par un tiers en vue de les forcer à s'habiller de telle ou telle manière ; pour autant que les normes sociales ou religieuses qui prescrivent des codes vestimentaires reflètent une discrimination envers les femmes, il en découle en outre pour l'État une obligation positive de prendre des mesures afin d'empêcher une telle discrimination.*»

⁷⁴ «The status of Muslim communities in Sweden», in *Muslim communities...*, *op. cit.*

⁷⁵ Information rapportée par O. Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, *op. cit.*, p. 89.

⁷⁶ *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe*, *op. cit.* p. 16.

Il est difficile de comprendre qui, selon Amnesty, pourrait décider si le port d'un hijab ou même d'une burqa est vraiment «discriminatoire»... ou si cela relève d'un choix personnel non imposé par «un tiers» – surtout quand on sait que les musulmans ne sont pas d'accord entre eux sur ces questions pseudo-«vestimentaires» (en réalité politiques). Mais lorsqu'on lit la partie de son rapport consacrée à la Turquie, on découvre que **cette organisation dénonce de façon virulente la laïcité stricte** (à condition d'oublier que les imams ont toujours été payés par l'Etat turc et que le contenu de leurs prêches a toujours été soigneusement surveillé) qui régnait dans le pays depuis les années 1920 jusqu'à ce que l'AKP prenne le pouvoir en 2002, et réussisse à commencer à changer les lois, ce qui a permis la diffusion massive du port du hijab en Turquie.

Mais continuons notre lecture édifiante: *«Cela implique que les restrictions imposées par l'État peuvent être nécessaires dans des circonstances particulières pour protéger les femmes contre des pressions et des contraintes, y compris la violence ou les menaces de violence, par leurs familles ou des communautés, pour les forcer à porter certains signes et de vêtements religieux et culturels.»*

Une fois de plus, à partir de quels critères mesurer et décider si une «communauté» impose des «pressions et des contraintes» à ses membres afin qu'ils se comportent ou s'habillent d'une certaine façon, et qui peut juger si ces attitudes sont discriminatoires ? C'est évidemment le rôle d'une direction communautaire efficace que d'exercer de fortes pressions sur ses membres ! On ne peut lui reprocher gentiment d'embrigader ses membres et de diffuser une idéologie réactionnaire – c'est sa fonction même ! Une telle critique émise de l'extérieur de cette communauté sera toujours jugée «raciste» par ses chefs... Il faut donc faire un choix et prendre ce risque ou alors... se taire.

«Toutefois, l'imposition d'une interdiction totale des vêtements et signes religieux et culturels pour faire échec à la discrimination au sein d'une communauté est une mesure discriminatoire en soi, qui vient valider et renforcer l'idée selon laquelle la discrimination peut être légitime. En outre, une telle interdiction bafoue le droit à la liberté d'expression des femmes qui font le choix de porter des vêtements et des des signes religieux et culturels.»

En d'autres termes, au terme de nombreuses circonvolutions, Amnesty nous apprend qu'elle jette ses beaux principes à la poubelle ; elle refuse de critiquer les «*vêtements et signes religieux et culturels*», les «*normes sociales et religieuses*» imposées par les porte-paroles autoproclamés de certaines «communautés», au nom de la... «liberté d'expression» de leurs membres ! De fait, très concrètement, cela revient à soutenir les positions réactionnaires de l'AKP contre les femmes en Turquie mais aussi celles d'autres groupes en Europe qui voudraient «voiler» toutes les femmes musulmanes s'ils ne réussissent pas à les obliger à porter le niqab, le djelbab, ou la burqa.

Amnesty a raison de critiquer les États et leurs politiques discriminatoires: dans les pays (en dehors de la Turquie et de la Tunisie où ces décisions ont été prises par des pouvoirs musulmans) où elle a été mise en œuvre, l'interdiction du port du hijab a servi à expulser les jeunes filles de l'enseignement public. Cette mesure n'a eu que des résultats négatifs en France : elle a poussé ces élèves à abandonner leurs études, à s'inscrire dans un établissement confessionnel ou à suivre un enseignement à distance et donc à rester isolées à la maison où elles sont encore plus susceptibles d'être endoctrinées, ou de s'auto-endoctriner toutes seules dans leur coin. Elle a donc renforcé l'influence des écoles privées et des écoles (chrétiennes ou musulmanes) religieuses.

Mais une fois ces critiques formulées on ne peut, comme Amnesty International le fait, aller jusqu'à soutenir les positions des bigots musulmans les plus réactionnaires en Turquie, y compris contre les positions des musulmans turcs les plus laïques et progressistes.... le tout au nom de la «liberté d'expression»⁷⁷ ! Ou alors, c'est que Amnesty International pense que ce droit doit être strictement encadré par les décisions des Eglises et courants religieux.

II. Le concept d'islamophobie est parfois utilisé pour freiner la lutte nécessaire contre l'antisémitisme, ce dernier étant présenté, par la plupart des extrémistes, comme une arme «sioniste» pour empêcher toute critique des crimes de guerre israéliens (voir par exemple l'opposition soulevée à

⁷⁷ Pour plus de détails lire *Choix et préjugés...*, p. 47-48.

gauche par la «définition de travail de l'antisémitisme» élaborée par une commission de l'UE qui proposait de souligner les limites de l'antisionisme⁷⁸).

L'adoption de ce concept amène aussi des universitaires plus modérés à utiliser des arguments très douteux.

C'est ainsi que Olivier Esteves se réfugie derrière une citation de Maxime Rodinson (qui perçoit une «hypersensibilité aux critiques, aux attaques, et des fantasmes interprétatifs» chez les juifs) pour dénoncer le «fonds de commerce» que serait «l'exploitation victimaire, un fait noté une fois encore par Maxime Rodinson dans le cas des juifs». Ces lignes sur l'«hypersensibilité» juive sonnent bien creux après toutes les manifestations contre les *Versets sataniques* et *Charlie Hebdo* dans le monde et l'assassinat des membres de l'équipe du journal français «bête et méchant»...

Mais hélas, Olivier Esteves n'est pas le seul spécialiste de l'islamophobie à nous raconter des sornettes sur les Juifs. Son collègue, Adam Sutcliffe écrit que les Juifs sont «relativement riches», «visibles de façon disproportionnée dans la politique, les professions libérales et les industries culturelles⁷⁹» et que «la diversité de leurs opinions se fait clairement entendre dans les médias». Cet éminent professeur au King's College de Londres pourrait écrire exactement les mêmes banalités sur le «lobby gay parisien»; en effet, l'extrême droite dénonce les «homosexuels» trop «visibles» qui vivent dans le quartier chic du Marais, sont bien introduits dans les milieux du show-business et font partie des mêmes réseaux d'influence que Bertrand Delanoë, ancien maire socialiste de Paris, ou Jack Lang, ancien ministre de la Culture, ce qui fait que le point de vue des gays (selon cette logique simpliste) se fait, lui aussi, «clairement entendre dans les médias». Il aurait pu aussi utiliser le même genre de clichés sur l'influence «disproportionnée» des francs-maçons dans la société.

Pour ce qui concerne les Juifs, Adam Sutcliffe utilise des clichés d'autant plus grossiers que, dans l'une des rares études disponibles sur la composition sociodémographique des Juifs français (*La population juive de France: Démographie socio-et identité* de Doris Bensimon et Sergio Della Pergola, Editions du CNRS, 1986) on apprend que les Français juifs ne sont pas tous «relativement riches»: 21,4% appartiennent aux «gestionnaires de l'industrie et du commerce» (ce ne sont pas des patrons de grandes entreprises mais surtout des petits artisans et des petits commerçants); 32% sont ouvriers et employés; 18,4% sont des cadres moyens et 25,3% des cadres supérieurs et des professions libérales. Et je suis sûr que la même analyse de classe complexe pourrait être effectuée sur les Juifs en Grande-Bretagne ou ailleurs en Europe, si les intellectuels de gauche n'étaient pas aussi paresseux...

ANNEXE 2: Tableau comparatif entre l'antisémitisme et le racisme antimusulmans dans l'Union européenne

La plupart des Etats européens ne recueillent pas de statistiques religieuses et/ou ethniques. Par conséquent, le tableau inclus dans cet article ne fournit pas une image précise de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans. Il donne seulement une idée très approximative de ces deux fléaux, puisqu'on estime qu'au moins 75% des victimes (musulmanes ou juives) ne se signalent pas à la police ni à leur association locale. Et que, de toute façon, seulement 3% des plaintes sont suivies d'un procès...

Comme un camarade me l'a écrit: «Pour les statistiques des actes antisémites et islamophobes, le problème n'est pas seulement celui de la non-déclaration globale, mais aussi celui de ce qu'on appelle un acte antisémite ou islamophobe. Par exemple, dans beaucoup de statistiques, les violences policières ne sont pas prises en compte, et encore moins lorsqu'elles touchent par exemple des personnes sans-papiers. De même, dès lors qu'elles émanent d'autorités de l'Etat ou administratives, leur taux de déclaration est encore bien plus bas, même aux associations musulmanes et antiracistes. C'est pour ça qu'à mon avis, forcément le comptage des actes islamophobes est beaucoup plus minoré.

Concernant la période actuelle, après les attentats de janvier 2015, à mon avis, ce sera encore pire: la plupart des gens ont connu au moins une agression verbale, mais ne la signaleront nulle part, tant ça s'est banalisé. Et surtout la peur s'est vraiment installée: la peur d'avoir encore plus d'ennuis en réagissant, notamment.

⁷⁸ Ce texte se trouve reproduit p. 187.

⁷⁹ Contribution publiée dans Matti Bunzl, *Anti-Semitism and Islamophobia, hatreds old and new in Europe*, Prickly Paradigm Press, Chicago, 2007.

Par ailleurs, il est très difficile de distinguer racisme anti-Arabes et racisme antimusulmans, les deux s'alimentant mutuellement et se confondant souvent.

Un cousin avait postulé pour un travail et passé un entretien très concluant avec la DRH, qui lui avait dit que c'était bon, suite au conseil d'un ami qui bossait déjà dans cette boîte et savait qu'il y avait une place vacante dans son service. Il a appris hier, par cet ami, que la chef de ce service fait tout pour qu'il ne soit finalement pas embauché avec des propos tenus devant témoins : «Il y a déjà un Arabe dans le service, je n'en veux pas deux.»

Je ne pense pas que cette parole aurait été forcément aussi nette avant janvier, mais, ceci étant, il n'y a aucune possibilité de le déclarer où que ce soit, dans la mesure où aucun salarié témoin ne témoignera, évidemment. Donc, outre le fait que tous les indicateurs sont à la hausse, les statistiques nous disent très peu sur la réalité, et encore moins si l'on veut comparer les différentes formes de racisme.»

L'opinion de cette camarade correspond exactement à la conclusion de l'Agence pour les droits fondamentaux de l'UE, peu suspecte de gauchisme, à propos des «Expériences de la discrimination et des crimes de haine vécues par des personnes juives dans les pays de l'Union européenne» : «Les victimes ont tendance à ne pas signaler à la police ou à d'autres organisations spécialisées les crimes antisémites qu'elles ont subis, mêmes ceux qu'elles jugent les "plus graves" ou qui les affectent le plus, selon les résultats de l'enquête. Ceci illustre une nouvelle fois que les statistiques officielles de la police ou de la justice pénale ne représentent que la partie visible de l'iceberg et sous-estiment la gravité de la situation réelle.»

Tableau comparatif entre actes antisémites et actes racistes antimusulmans dans l'Union européenne (chiffres de 2013)

Pays	Population	Pourcentage population	Actes racistes contre les	Crimes de haine (1)
Allemagne	80,300,000			4,647
Juifs	119,000	0,144%	1,275	
Musulmans	4,100,000	5%		
France	65,200,000			1,765
Juifs	478,000	0,751%	614 à 851	
Musulmans	4,700,000	7,50%	226 à 693	
Royaume uni	63,400,000			47,986
Juifs	290,00	0,459%	440 à 640	
Musulmans	2,900,000	4,60%	97 à 632	
Italie	60,200,000			472
Juifs	28,100	0,046%	19 à 87	
Musulmans	1,5800,000	2,60%		
Espagne	46,800,000			1,168
Juifs	12,000	0,026%	19.	
Musulmans	1,020,000	2,30%		
Pologne	38,500,000			757
Juifs	25,000	0,065%	25 à 36	
Musulmans	300,000	1.%		
Roumanie	20,000,000			
Juifs	9,400	0,044%	2.	
Musulmans	67,000	3.%		
Pays-Bas	16,000,000			
Juifs	29,000	0,179%	114 à 283	
Musulmans	910,000	5,50%		
Grèce	11,100,000			
Juifs	4,500	0,042%	3	109
Musulmans	520,000	4,70%		
Pays	Population	Pourcentage	Actes racistes contre les	Crimes de haine (1)
Portugal	10,500,000			
Juifs	600	0,006%		
Musulmans	60,000	0,60%		
Belgique	11,100,000			365
Juifs	30,00	0,270%	7 à 88	
Musulmans	450,000	4.7%		
République tchèque	10,500,000			41
Juifs	3,900	0,037%	9 à 98	63
Musulmans	10,000	1/%		
Hongrie	10,000,000			48
Juifs	48,000	0,485%	12 à 111	
Musulmans	320	3%		

Suède	9,400,000			3,943
Juifs	48,000	0,158%	79 à 221	
Musulmans	320,000	4,90%	306.	
Autriche	8,400,000			110
Juifs	15,000	0,106%	37 à 151	
Musulmans	450,000	6.%	77 à 920 (2)	
Bulgarie	7,300,000		0,218%	651
Juifs	9,000	0,028%	1	
Musulmans	500,000	12.6%	16	
Norvège	4,900,000			258
Juifs	2,000	0,026%	25 à 37	
Musulmans	986,000	3.%	2	
Croatie	4,200, 000			35
Juifs	1,700	0,154%	2	
Musulmans	62,000	1,47%	1	
Danemark	5,500,000			
Juifs	6,400	0,114%	4	
Musulmans	220,000	3,70%		
Pays	Population	Pourcentage	Actes racistes contre les	Crimes de haine
Slovaquie	5,400,000			220
Juifs	2,600	0,048%	4	
Musulmans	10,000	0,20%		
Finlande	5,400,000			904
Juifs	1,300	0,024%	6	
Musulmans	40,000	0,80%		
Irlande	4,500,000			109
Juifs	1,200	0,026%	4	
Musulmans	40,000	0,90%	3.	
Lituanie	3,000,000			
Juifs	3,400	0,106%	3	
Musulmans	40,000		3.	
Luxembourg	500,000			
Juifs	600	0,120%		
Musulmans	10,000	2,30%		

Notes du tableau

1. On appelle «crimes de haine» les actes racistes, xénophobes, antisémites, antimusulmans, antichrétiens, anti-LGBT, anti-Roms. Ceux-ci peuvent prendre différentes formes: agression physique, dommages matériels, intimidation, harcèlement, insultes, graffitis, lettres et mails.

2. Il existe une énorme différence entre les 77 actes antimusulmans recensés et les 920 affaires portées devant les tribunaux. Comme ces dernières dépendent d'actes perpétrés par des groupes fascistes, j'ai fait l'hypothèse qu'ils relèvent à la fois du racisme antimusulmans et de l'antisémitisme.

Seuls trois États communiquent à l'OSCE des données sur les crimes antimusulmans: la Suède, la France et l'Autriche.

Dix États (Autriche, République tchèque, France, Allemagne, Irlande, Moldavie, Pologne, Espagne, Suède et Royaume-Uni) remettent des rapports sur l'antisémitisme à l'OSCE.

De plus, les statistiques varient selon les sources : tribunaux, police, institutions étatiques, ONG, etc. Nous pouvons tirer trois conclusions de ce tableau:

1) **Compte tenu du rapport numérique entre musulmans et juifs en Europe, il y a beaucoup plus d'«incidents» antisémites qu'antimusulmans.** Cela contredit l'hypothèse générale de la gauche, de l'extrême gauche et de nombreux spécialistes des sciences sociales, pour qui l'antisémitisme serait en train de disparaître, serait devenu un phénomène secondaire, et «l'islamophobie» serait la principale menace raciste dans les sociétés européennes. Mais évidemment, ce tableau ne fournit aucune indication sur les discriminations sociales contre les juifs et les musulmans: dans ce cas, il est tout à fait évident que les musulmans (et les Roms) sont certainement beaucoup plus victimes de discriminations sociales et du racisme institutionnel que les Juifs.

2) **Contrairement aux mensonges propagés par les partis nationaux-populistes et les groupes fascistes, les «musulmans» (de culture ou de religion) ne constituent qu'une petite minorité en Europe,** entre 5 et 10% de la population. Il n'y a donc aucune «invasion musulmane» en cours et l'Eurabia ou le «grand remplacement» relèvent d'un mensonge grossier.

3) **Les incidents racistes ciblent non seulement les Juifs et les «musulmans» mais aussi toutes les minorités non-européennes. Les Roms** sont certainement la minorité la plus détestée dans toute l'Europe, comme le montrent tous les sondages et enquêtes. Le fait que l'intolérance et les préjugés se développent contre toutes les minorités n'est certainement pas une information rassurante, mais lorsqu'on parle de discrimination raciale et d'exclusion (deux des conséquences concrètes du racisme), on doit toujours garder à l'esprit qu'il existe toutes sortes de discriminations qui n'ont aucune base ethnique, nationale ou religieuse : les discriminations et l'exclusion massives fondées sur les critères de classe sont considérées comme «normales», «inévitables» ou «éternelles» par la plupart des gens, y compris par de nombreux travailleurs et exploités. Les discriminations et l'exclusion fondées sur le sexe et l'orientation sexuelle sont également fondamentales et affectent toutes les minorités ethniques, nationales et religieuses, mais aussi les majorités.

L'antiracisme est évidemment une dimension essentielle de notre lutte, mais nous ne devons pas pour autant réduire tous les problèmes sociaux au racisme, et leur solution à l'adoption d'une attitude amicale et empathique (par ailleurs pleinement justifiée) envers les minorités, ce qui est aujourd'hui l'idéologie officielle au sein des institutions de l'UE et de la plupart des grands partis politiques en Europe aujourd'hui.

La lutte pour l'égalité et l'équité ne peut être efficacement menée que dans une perspective de classe, sur la base de l'organisation des exploités contre toutes les formes de domination sociale. La lutte pour l'égalité ne peut se réduire à la diffusion de valeurs morales, humanistes, de surcroît célébrées dans le cadre d'une grande communion nationale, voire européenne, réunissant toutes les classes. Cette communion ne fait que perpétuer la domination et l'exploitation capitalistes.

- Sources du tableau

- Statistiques sur la population : *Eurostat* 2012
- Statistiques de l'European Monitoring Center on Racism and Xenophobia (Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes)
- Base de données des Nations unies
- Musulmans : enquête du *Pew Research Center* 2010 et Wikipedia
- Juifs: *American Jewish Year Book* (les statistiques citées ci-dessus comprennent ce qu'on appelle le «noyau de la population juive» mais pas la «population juive élargie», concept étrange qui désigne «ceux de filiation juive qui peuvent avoir adopté une autre religion ou choisi de se retirer du judaïsme ainsi que les membres du ménage tels que les conjoints et les enfants qui ne sont pas inclus autrement» !)
- Berman Jewish databank 2013
- Crimes de haine antisémites: UE 2013, OSCE 2013, Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary Racism and Anti-Semitism, 2013 (*Anti-Semitism worldwide 2012, General Analysis*)
- Sur les actes antimusulmans: CCIF, Tell Mama et OSCE 2013
- *Yearbook of Muslims in Europe 2011*
- Site de l'OSCE: *Hate Crimes in the OSCE region. Incidents and responses (2012)*
<http://www.osce.org/>

- Sources utilisées pour l'article proprement dit

* Anti Defamation League

<http://global100.adl.org/>

Cette organisation de droite recueille des informations qui reposent principalement sur des sondages et une liste de questions standard. Cette méthode n'est certainement pas la façon la plus scientifique de procéder pour mesurer l'antisémitisme de manière sophistiquée. Néanmoins, elle fournit des graphiques utiles, faciles à comprendre, mais à utiliser avec prudence.

– *The Working Definition of Anti-Semitism – Six Years After Unedited Proceedings of the 10th Biennial TAU Stephen Roth Institute's Seminar on Anti-Semitism, August 30 – September 2, 2010*

On peut aussi trouver de nombreuses données utiles sur ce site

<http://www.kantorcenter.tau.ac.il/publications-documents>

* *Anti-Semitism Worldwide 2013 General Analysis*

* CCIF - Rapport 2014

* Publications de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes

– *Les musulmans au sein de l'Union européenne- Discrimination et Islamophobie*, 2006

– *Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie. Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne*, 2006

– *The fight against Anti-Semitism and Islamophobia. Bringing communities together*

– *Anti-Semitism. Summary overview of the situation in the European Union 2002–2012*

– *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, 2013

Ces rapports institutionnels sont, pour l'essentiel, mortellement ennuyeux et remplis de remarques juridiques qui n'ont aucun intérêt pour les militants antiracistes. Néanmoins, ils contiennent des informations concrètes utiles et des témoignages, même si la principale tendance idéologique, en ce qui concerne le racisme antimusulmans, est de favoriser le «dialogue interculturel», ce qui signifie le dialogue «interreligieux». C'est donc une façon d'exclure les athées et les non-croyants, et de donner tout pouvoir aux Eglises de définir ce que sont la liberté d'expression et la liberté de pensée.

* Les rapports de l'Organisation pour la Conférence islamique dont celui-ci

http://www.oic-un.org/document_report/Islamophobia_rep_May_23_25_2009.pdf

Utile en raison de l'impressionnante collection de faits recueillis sur tous les aspects du racisme antimusulmans, de la xénophobie et du racisme anti-Arabes et anti-Africains. Par contre, le fait qu'il soit financé par 57 Etats ne le rend évidemment pas très «progressiste»...

* SCPJ 2014, *Rapport sur l'antisémitisme en France*

* Muslim Rights, *Rapport annuel sur l'islamophobie en Belgique*

REMERCIEMENTS : merci à Cathy, Charles, Eric, Jacques, Jean-Pierre, Pierre et Thomas, pour leurs critiques et commentaires, toujours subtils et bienvenus. En espérant que la version finale de ce texte ne les décevra pas trop.

ANNEXE 3 : définition de travail de l'antisémitisme, élaborée par une commission de travail de l'UE et finalement écartée

Ce document a pour but de fournir un guide pratique permettant d'identifier les incidents à caractère antisémite, de rassembler des données et d'encourager la mise en œuvre et le renforcement de la législation contre l'antisémitisme.

Définition de travail: «**L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, pouvant s'exprimer par de la haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées contre des individus juifs ou non-juifs et/ou leurs biens, contre les institutions de la communauté juive et contre les institutions religieuses juives.**»

En outre, l'Etat d'Israël, perçu comme une collectivité juive, peut aussi être la cible de ces attaques. Dans les affirmations antisémites, il est fréquent que les Juifs soient accusés de conspiration contre l'humanité. Ce type d'accusation est souvent utilisé pour rendre responsables les Juifs de «tout ce qui va mal». L'antisémitisme peut être exprimé par le biais de discours, d'écrits, de formes visuelles et d'actions, et fait appel à des stéréotypes sinistres et des traits de caractère négatifs.

Exemples actuels non exhaustifs d'attitudes antisémites dans la vie publique, les médias, les écoles, au travail et dans la sphère religieuse:

- Appeler à tuer et à faire souffrir les Juifs, de même que soutenir ou justifier ces exhortations, au nom d'une idéologie radicale ou d'une vision religieuse extrémiste.
- Faire des allégations mensongères, déshumanisantes, diabolisantes ou stéréotypées sur les Juifs en tant que tels ou sur le pouvoir des Juifs en tant que collectivité – par exemple les mythes sur une conspiration mondiale juive ou sur les Juifs contrôlant les médias, l'économie, le gouvernement ou les autres institutions de la société.
- Accuser les Juifs en tant que peuple d'être responsables des méfaits réels ou imaginaires commis par une seule personne juive ou un seul groupe juif, ou même d'actes commis par des non-Juifs.
- Nier le fait, l'objectif, les mécanismes (*par exemple*, les chambres à gaz) ou l'intention du génocide à l'encontre du peuple juif par l'Allemagne national-socialiste, ses défenseurs et ses complices au cours de la Seconde Guerre mondiale (l'Holocauste).
- Accuser les Juifs en tant que peuple, ou Israël en tant qu'Etat, d'inventer ou d'exagérer l'Holocauste.
- Accuser les citoyens juifs d'être plus loyaux à l'égard d'Israël, ou de priorités juives supposées dans le monde, au détriment des intérêts de leurs propres nations.

Exemples des formes sous lesquelles l'antisémitisme se manifeste à propos de l'Etat d'Israël en prenant en considération le contexte général et qui peuvent inclure le fait de :

- Nier au peuple juif le droit à l'autodétermination, en prétendant par exemple que l'existence de l'Etat d'Israël est une entreprise raciste.
- Faire preuve d'un double standard en exigeant d'Israël un comportement qui n'est attendu ni requis d'aucun autre pays démocratique.
- Utiliser des symboles et images associés à l'antisémitisme classique (par exemple, l'affirmation que les Juifs ont tué Jésus, ou les accusations de commettre des meurtres rituels) pour caractériser Israël et les Israéliens.
- Etablir des comparaisons entre la politique actuelle israélienne et celle des nazis.
- Tenir les Juifs de manière collective pour responsables des actions de l'Etat d'Israël.

Toutefois, les critiques à l'égard d'Israël comparables à celles exprimées à l'encontre d'autres pays ne peuvent être qualifiées d'antisémites.

Les actes antisémites sont criminels lorsqu'ils sont définis comme tels par la loi (par exemple, la négation de l'Holocauste ou la propagation de documents antisémites dans certains pays).

Les actes criminels sont antisémites quand les cibles des attaques, que ce soient des individus ou des biens – comme des bâtiments, des écoles, des lieux de culte ou des cimetières – sont choisis car ils sont juifs, ou perçus et assimilés comme tels.

La discrimination antisémite est le fait de refuser aux Juifs les opportunités ou services disponibles aux autres. Elle est illégale dans de nombreux pays.